



Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
www.choisyleroi.fr  
☎ 01.48.92.44.44

# Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 26 juin 2019

Le vingt-six juin deux mille dix-neuf à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 18 juin 2019, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Didier GUILLAUME, Maire.

## **Étaient présents :**

MM. GUILLAUME Didier, DIGUET Patrice, BRAHIMI Nadia, ID ELOUALI Ali, DESPRES Catherine, ROCHE Gabriel, BENKAHLA Malika, ENNAOURA Hafid, TISLER Frédéric, HERVY Patrick, BOIVIN Bernard, GUINERY Annick, MORO Christiane, ATHÉA Bernard, GRASSET-PRIAN Chantal (*à partir de 19h58*), RIFFAUD Isabelle, ZIEGELMEYER Laurent, GAUSSENT François, AIT IDIR Jamil, DITOPÉ-LINDOUMÉ Émilienne, ALIROL Béatrice, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BERCIER Corinne, PERYAGH Yves, OSTERMEYER Sushma, BRIENNON Jean Marc, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, BARON Monique.

## **Étaient excusés :**

M. H. AOUMMIS	mandat à Mme V. LÉONCE
Mme É. MASSÉ	mandat à M. B. BOIVIN
Mme A.M. ARNAUD	mandat à M. P. DIGUET
Mme N. LUC	mandat à Mme C. DESPRÈS
Mme F. JUHEL	mandat à Mme N. BRAHIMI
M. G. DUPUY	mandat à M. P. HERVY
Mme S. LEROY	mandat à M. F. TISLER
Mme C. BELLIER	mandat à M. L. ZIEGELMEYER
M. L. MELY	mandat à Mme C. GRASSET-PRIAN
Mme M. SALIM	mandat à M. T. PANETTA
M. M. THIAM	mandat à M. F. DRUART

## **Étaient absents :**

M<sup>me</sup> LÉONCE Vanessa, M<sup>me</sup> JULLIAN Anne-Laure.

**Secrétaire de séance :** Madame Amandine FRANCISOT.

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 28 mars 2018.....	4
<b>FINANCES.....</b>	<b>7</b>
→ 1. Approbation du Compte de gestion – exercice 2018 – Budget principal. ....	7
→ 2. Approbation du Compte de gestion – exercice 2018 – Budget annexe des parkings. ....	17
→ 3. Approbation du Compte administratif – exercice 2018 – Budget principal.....	17
→ 4. Approbation du Compte administratif – exercice 2018 – Budget annexe des parkings. ....	18
→ 5. Affectation du résultat de fonctionnement – exercice 2018 – Budget principal.....	18
→ 6. Affectation du résultat d'exploitation – exercice 2018 – Budget annexe des parkings. ....	19
→ 7. Approbation du Budget supplémentaire – exercice 2019 – Budget principal.....	19
→ 8. Approbation du budget supplémentaire – exercice 2019 – Budget annexe des parkings. ....	25
→ 9. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – budget principal. ....	25
→ 10. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – budget annexe des parkings. ....	25
→ 11. Affectation de la Dotation de Solidarité Urbaine et du fonds de solidarité de la Région Île-de-France perçus par la commune en 2018. ....	26
<b>VIE INTERNATIONALE .....</b>	<b>26</b>
→ 12. Approbation du mandat spécial accordé à Monsieur Gabriel Roche, adjoint au Maire et Monsieur Patrick Hervy, adjoint au Maire de quartier, en vue de leur participation aux fêtes d'Hennigsdorf en Allemagne, les 23, 24 et 25 août 2019, dans le cadre du jumelage avec cette ville. ....	26
→ 13. Approbation de l'engagement de coopération décentralisée à passer avec la ville de Varès en Bosnie-Herzégovine pour la Valorisation des territoires et la promotion des patrimoines historiques d'Europe .....	27
→ 14. Approbation du mandat spécial accordé à Monsieur Laurent Ziegelmeyer, Conseiller municipal, pour se rendre à Varès en Bosnie-Herzégovine, du 4 au 7 juillet 2019 dans le cadre du projet de coopération décentralisée : Valorisation des territoires et promotion des patrimoines historiques d'Europe. ....	30
<b>DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ .....</b>	<b>32</b>
→ 15. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux, année 2019 (2 <sup>e</sup> répartition). ....	32

→ 16. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif, année 2019 – (3e répartition).....	34
→ 17. Approbation des demandes de subventions pour les actions 2019 financées dans le cadre du Contrat de Ville Seine Amont. ....	35
→ 18. Approbation du règlement intérieur de la Maison de la Citoyenneté et de la Vie Associative (MCVA) et de la convention type de mise à disposition des locaux au sein de la MCVA .....	35
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>40</b>
→ 19. Modification du tableau des effectifs du personnel communal. ....	40
→ 20. Approbation de la convention définissant le cadre de la mise à disposition de personnels entre la commune et la Régie autonome du Théâtre-Cinéma Paul Éluard. ....	40
→ 21. Approbation de la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) .....	40
→ 22. Modalités d'application transitoires à la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP). ....	49
→ 23. Révision du régime indemnitaire de la filière médicosociale. ....	49
→ 24. Révision du régime indemnitaire attribué aux agents territoriaux relevant du cadre d'emploi des agents de police municipale.....	49
→ 25. Révision de l'indemnité spécifique versée au cadre d'emploi des ingénieurs et techniciens territoriaux. ....	49
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....</b>	<b>50</b>
→ 26. Délégation de Service Public Petite Enfance - Multi Accueil Tony Lainé - rapport d'activité annuel 2018. ....	50
→ 27. Remplacement de conseiller-ère dans les Commissions municipales et réglementaires. ....	51
→ 28. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales .....	51
→ 29. Vœu présenté par le Maire pour la défense des missions locales franciliennes....	52
→ 30. Vœu présenté par le Maire pour la pérennisation du service de fret ferroviaire Perpignan-Rungis. ....	53

*La séance est ouverte à 19 h 41 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire :** Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance de Conseil municipal pour aujourd'hui et conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un ou une secrétaire de séance.

**→ Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire :** Au vu des personnes présentes, je vous propose très démocratiquement que ce soit Amandine Francisot qui soit notre secrétaire de séance pour ce Conseil municipal, si elle l'accepte. Merci bien.

*(M<sup>me</sup> Amandine Francisot est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)*

**M. le Maire :** Je passe la parole à Madame Leclère, Directrice générale des services, pour procéder à l'appel nominal.

**→ Appel**

*(M<sup>me</sup> Anne-Sophie Leclère procède à l'appel.)*

**→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 22 mai 2019**

**M. le Maire :** Merci. Vous avez reçu avec la convocation de ce Conseil le procès-verbal de notre dernière séance du 22 mai 2019. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal sachant que les Présidents de groupe ont pu déjà faire leurs observations ? Je n'en vois pas, nous adoptons. Je vous remercie.

Vous avez reçu l'ordre du jour de notre Conseil, simplement quelques éléments complémentaires. Vous avez pu vous apercevoir sur la question du mandat de la délégation d'Hennigsdorf qu'à la place du 23 au 25 août, il s'agira en réalité du 22 au 25 août, suite à la réception de l'invitation que nous avons reçue de notre ami d'Hennigsdorf. Également, comme cela avait été précisé lors de la conférence des Présidents, deux vœux sont présentés par le Maire au nom de l'ensemble du Conseil municipal. Un vœu pour la défense des missions locales franciliennes et un vœu pour la pérennisation du service de fret ferroviaire Perpignan-Rungis.

Suite à la brève rencontre que nous venons d'avoir avec les Présidentes et les Présidents, nous rajoutons à cet ordre du jour deux questions d'actualité. Ces deux questions d'actualité, je les évoque dès maintenant. Nous venons de vivre aujourd'hui dans notre commune les obsèques de Michel Jourdain, prêtre de la paroisse né en 1950 et qui a été ordonné prêtre en 1977. Il a vécu sa mission à la fois dans les paroisses d'Ivry, de Créteil, de Bonneuil, de Villeneuve-le-Roi, de Blois, de Choisy-le-Roi et de Thiais. Je vous demande, en sa mémoire et au nom du travail qu'il a effectué auprès des Choisyens et des Choisyennes, auprès des jeunes et des enfants de milieux populaires également que nous fassions ensemble quelques instants de silence.

*(Il est observé une minute de silence.)*

À l'occasion de ses obsèques et en accord avec les Présidentes et Présidents de groupe, je propose pour le Conseil municipal du 25 septembre une délibération un petit peu spécifique nous permettant d'attribuer une somme à la Ligue contre le cancer, conformément aux souhaits qu'il avait exprimés. Je vous informe que nous aurons en septembre à voter cette délibération.

L'autre point d'actualité concerne l'épisode de canicule que nous vivons actuellement et je dois dire que la ville de Choisy-le-Roi s'adapte immédiatement, mais aussi pour l'avenir. Ainsi, dans le cadre de l'épisode exceptionnel de forte chaleur que nous vivons cette semaine, nous avons mis en place différents moyens pour accompagner les Choisyens et les Choisyennes. De plus, nous devons ensemble dire et affirmer que les services, les agents avec un professionnalisme se mobilisent pour maintenir un service de qualité dans les conditions difficiles de ces quelques jours. Devant vous je les en remercie. Malgré des aménagements d'horaires, il est important pour nous de créer les conditions de la continuité du service et la continuité s'organise.

Un mot essentiel, c'est la question de l'adaptation. S'adapter à la situation actuelle, mais aussi adapter la ville aux enjeux de demain puisque nous vivons une période qui peut être spécifique, mais nous savons qu'elle risque d'être récurrente à l'avenir. La première chose, c'est la réponse à l'urgence et donc, s'adapter à la situation actuelle. Vous le savez, les uns et les autres, vous l'avez lu dans la presse, le plan canicule a été déclenché par le préfet du Val-de-Marne depuis dimanche dernier et dès lundi, le CCAS s'est immédiatement mobilisé. Plus de 160 appels téléphoniques ont été passés quotidiennement auprès des personnes inscrites au registre des personnes vulnérables, afin de suivre leur situation et aussi les conseiller dans l'adaptation de leur vie quotidienne. La question des bons gestes à adopter est rappelée aux citoyens téléphoniquement, mais aussi sur le site internet de la ville. Les salles climatisées dans les résidences autonomes sont ouvertes actuellement à leur public et ceci sur une amplitude horaire plus longue, tous les jours et même les week-ends. Sans compter que des jeux de société, des fontaines à eau ont été mises à disposition. Sur l'espace public, ce sont pas moins de sept points de fraîcheur qui ont été mis en place dans différents emplacements de la ville. De même, que les horaires des agents des parcs ont été adaptés pour une présence plus importante autour de ces jeux d'eau. Les espaces ombragés dans de nombreux parcs de la ville sont actuellement utilisés par les enseignants de l'ensemble de nos écoles pour organiser et adapter la journée d'activités et de travail, mais aussi des sorties, de fait, qui n'étaient pas programmées sont improvisées. Les services municipaux qui sont ouverts proposent des points d'eau potable aux usagers qui souhaitent remplir leurs bouteilles. Une priorité pour nous, et vous l'avez compris, c'est avant tout le maintien. Le maintien du service public en s'adaptant de manière graduelle. La ville s'organise donc pour maintenir autant que possible le service rendu à la population avec les aménagements possibles lorsque la situation le nécessite. Dans les écoles, puisque c'est une question qui est apparue aussi dans les médias et sur les réseaux sociaux. L'ouverture des écoles est maintenue, et ceci après discussions avec les instances de l'Éducation nationale, afin que les enfants dont les parents n'auraient pas de solutions de gardes puissent rester sous la surveillance d'adultes professionnels formés. Les activités, de fait, éducatives, pédagogiques sont adaptées sous la responsabilité du personnel encadrant et des sorties dans les parcs proches des écoles peuvent être proposées. Néanmoins, les parents qui le peuvent sont évidemment invités à garder leurs enfants s'ils en ont la possibilité. Les ajustements d'horaires sont également en cours dans les structures municipales. L'accueil à l'Hôtel de Ville est actuellement maintenu sur les horaires habituels et un accès à l'eau potable est possible pour le public. Si les conditions le rendaient nécessaire, là aussi un ajustement des horaires d'ouverture pourrait être mis en place et les usagers sont invités évidemment dans ce cadre-là à se renseigner sur le site internet de la ville avant tout déplacement.

Concernant les questions de l'enfance et de la petite enfance. L'accueil est également maintenu avec une adaptation des activités dans les différentes structures d'accueil. Mise en place là aussi de jeux d'eau, annulation de certaines sorties en car remplacées, par exemple, par des sorties cinéma dans les salles climatisées. D'ailleurs, cela a été fait aujourd'hui par un des centres de loisirs et je dois signifier la réactivité des Directeurs des centres qui ont tout de suite modifié leurs programmes. Une baisse de la fréquentation,

aujourd'hui de l'ordre 30 %, a été constatée dans nos centres de loisirs permettant ainsi de mieux gérer ces changements d'activité. Cas particulier : la section des tout-petits. Notamment dans la crèche Jean Eiffel, seule crèche à accueillir des tout-petits, qui ferme à partir de jeudi matin jusqu'à vendredi soir en raison notamment des fortes chaleurs dans les dortoirs situés sous les toits. D'ailleurs, une communication spécifique en direction des familles utilisatrices de ce lieu est prévue. Les autres sections moins exposées, des contrôles ayant eu lieu ces deux jours derniers, restent ouvertes.

Concernant la médiathèque et les centres sociaux. La médiathèque Aragon reste ouverte. Par contre, certains espaces où il a été vérifié que la chaleur s'accumulait seront fermés au public. La médiathèque des Gondoles, elle aussi, adapte ses horaires et sera ouverte le matin au lieu de l'après-midi. Cela a été effectif dès aujourd'hui. Vous le savez, la fermeture hebdomadaire est le jeudi donc cette fermeture est évidemment confirmée pour demain. Nos deux centres sociaux, eux, restent ouverts même si certaines activités au regard de la direction et des propositions peuvent être amenées à évoluer. Concernant les activités sportives, nos gymnases restent ouverts, mais nous invitons là aussi les clubs sportifs et les usagers à prendre des mesures nécessaires de plus grande vigilance.

La piscine Jean Andrieu, vous allez me dire que nous n'avons pas de chance, mais le planning des travaux était ainsi prévu, est fermée pour la vidange annuelle. Vous savez que cette vidange est réalisée deux fois par an et que cela est prévu de longue date. De fait, une liste des piscines ouvertes dans les villes à proximité est aussi indiquée sur le site de la ville notamment à Villeneuve-le-Roi, la piscine Nelson Mandela, la piscine de Thiais ou la piscine du Colombier à Créteil. Il me semble que le centre aquatique d'Alfortville est lui aussi fermé pour travaux. Il est rappelé aussi que le cinéma théâtre est climatisé. J'invite donc l'ensemble des Choisyens et des Choisyennes à s'orienter vers les activités culturelles et à profiter encore plus de notre cinéma et de notre théâtre.

Un problème perdure et mobilise fortement, celui de l'astreinte de la ville. Nous venons d'ailleurs de l'évoquer dans le cadre du CLSPD avec le préfet, le procureur adjoint, le directeur de la police départementale et notre responsable du centre de secours des pompiers. Si je vous parle de cela, c'est que le problème que je veux évoquer est celui de l'ouverture des bouches à incendie. Lorsque ces bouches à incendie sont ouvertes, elles nuisent à la sécurité de tous. Ainsi, les équipes d'astreinte de la ville sont renforcées pour répondre aux problèmes causés par l'ouverture intempestive de ces bouches d'incendie. Pendant ce temps, d'autres urgences peuvent se présenter, qui elles, ne pourront pas être prises en charge, car je souhaite que les équipes qui se déplacent soient, comme je viens de l'évoquer, renforcées. Nous pouvons d'ailleurs faire référence à ce qui s'est passé hier soir à Orly où un agent a été fortement agressé alors qu'il se déplaçait sur un site pour fermer une bouche à incendie. De même, je crois savoir aussi qu'un de nos agents a été insulté lorsqu'il est intervenu hier et c'est pourquoi je souhaite renforcer les équipes, afin qu'elles puissent agir de bonne façon. La ville, et je pense que l'ensemble du Conseil municipal s'y associe, appelle au civisme de tous pour sensibiliser ceux qui seraient tentés par de telles pratiques et de mettre en garde ceux qui s'y risquent, puisqu'il y va de la sécurité de tous. De ce point de vue, je rappelle qu'une borne à incendie qui est ouverte, même si nous avons mis en place des systèmes de réduction de la pression sur un certain nombre d'entre elles, c'est quand même une pression moindre sur les autres bouches à incendie. Des bouches à incendie où les sapeurs-pompiers du Centre de secours se raccordent pour éteindre les incendies. Par ailleurs, pour information, peut-être qu'un certain nombre d'entre vous s'en est aperçu ce matin, il y a eu un départ de feu au magasin Casino. L'extinction de ce feu a demandé l'intervention d'un effectif assez conséquent de sapeurs-pompiers. Ils étaient encore en veille cet après-midi, afin de s'assurer que le feu ne reprenne pas. Il n'y a eu aucun blessé. Par contre, beaucoup de fumée s'étant dégagée, une partie notamment des salariés, des agents du service public a dû être évacuée. Voilà pour l'appel au civisme.

Des mesures sont aussi prises en interne pour permettre aux agents de continuer à exercer leur mission de service public en limitant l'impact de cette situation de chaleur. À la fois l'adaptation des horaires pour certains agents avec une organisation de travail qui permet d'assurer la continuité du service public. Nous avons réfléchi aussi sur des tenues de travail que nous pourrions qualifier d'estivales pour que les uns et les autres ne subissent pas la chaleur. Une démarche de distribution de bouteilles d'eau a été mise en place et par la suite, cela sera remplacé par des gourdes isothermes qui sont en cours de commande. Les équipements dans les bureaux les plus chauds ont été mis en place avec une trentaine de ventilateurs livrés la semaine dernière et une quarantaine cette semaine. Exceptionnellement, l'utilisation, pour partie, de la vaisselle jetable sera mise en place dans les cantines pour limiter l'usage des lave-vaisselle dans les offices. En effet, nous savons que les offices comptent beaucoup de sources de chaleur importantes due à ce type de matériel.

Je tiens à vous préciser que la collecte des ordures ménagères a été avancée à 5 heures du matin. Ce n'est pas une décision qui nous revient, puisqu'elle a été prise par le territoire et notamment le Grand-Orly Seine Bièvre en relation avec l'entreprise Nicollin. Maintenant, c'est le territoire qui est compétent en matière de gestion des déchets. C'est la raison pour laquelle vous avez dû voir, pour certains, passer les poubelles plus tôt ce matin.

J'ai abordé le premier volet concernant les situations d'urgence et l'adaptation à la situation de canicule, mais il y a un deuxième volet tout aussi important, c'est celui du travail à long terme, à savoir l'adaptation de nos villes aux changements climatiques. Indépendamment de cet épisode de chaleur, pendant ces quatre jours, une réflexion a été engagée en CHSCT dès la fin de l'année 2018. Elle va pouvoir se poursuivre par l'écriture du plan canicule, une démarche beaucoup plus vaste qui, outre les mesures d'urgence, qui s'enrichissent malheureusement après chaque épisode de chaleur, viendrait préciser des dispositions prises de façon structurelle pour adapter la ville aux changements climatiques. Les questions évidemment d'aménagement et d'urbanisme avec la désimperméabilisation des sols, la question liée à la gestion de l'eau, la mise en place d'îlots de fraîcheur, la mise en place également de jeux d'eau qui sont multipliés. Enfin, un secteur sur lequel j'avoue le travail à engager va être conséquent, c'est l'aménagement des cours d'école, afin qu'elles soient beaucoup plus ombragées. Je vous rappelle à cet égard, que la commune, sous l'impulsion du dernier Maire et en collaboration avec les élus du dernier mandat, s'est engagée dans un agenda 21 local, poursuivi sous ce mandat avec Nadia Brahimi, et que l'acte 2 prend en considération cette question de l'évolution climatique. Ceci autour de quatre axes. Je vous les rappelle : le travail sur les bâtiments économes en énergie, les mobilités sobres en carbone, la question de la nature en ville et évidemment plus globalement la sensibilisation active au développement durable. Autant d'items qui nous demanderont de travailler encore plus en relation avec la mise en place d'un plan canicule à l'échelle locale.

Je vous remercie de votre attention sur la mise au point face à la période que nous vivons actuellement.

## **FINANCES**

### **→ 1. Approbation du Compte de gestion – exercice 2018 – Budget principal.**

**M. le Maire :** Nous rentrons dans notre ordre du jour avec une trentaine de délibérations. La première partie concerne les finances avec l'approbation du compte de gestion de l'exercice 2018 pour le budget principal, l'approbation du compte de gestion de l'exercice 2018 pour le budget annexe des parkings qui sera suivi de l'approbation du compte administratif, là aussi du budget principal et du budget annexe des parkings.

Conformément à la loi au moment du vote du compte administratif, je me retirerai de cette salle et ce sera mon ami Patrice Diquet qui procédera au vote. Pour l'heure, sur ces quatre sujets, je laisse la parole à Frédéric Tisler.

**M. Tisler :** Monsieur le Maire, mes chers collègues. Les points à l'ordre du jour sont en effet très conséquents, car nous votons le même soir les comptes administratifs et le budget supplémentaire ce qui va m'amener à être le plus synthétique possible. La Commission des finances s'est réunie le lundi 17 juin et nous a permis d'examiner tous les points que nous allons voter. Suite à cette Commission, un mail de réponse aux questions posées par les membres de la Commission des finances a été envoyé à tout le monde le lundi 24 juin. Très rapidement les précisions demandées en cours de réunion de la Commission des finances portaient sur le coût du relogement des sinistrés suite à l'incendie du 10 janvier 2018 dans le parking de l'avenue Anatole France. De plus, des précisions ont été demandées sur l'évolution du reversement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à l'EPT entre 2017 et 2018. Les réponses ont été données donc je n'y reviendrais pas plus avant. Néanmoins, je ne veux pas commencer l'examen des points sans les remerciements d'usage qui iront à M<sup>me</sup> Leclère, M<sup>me</sup> Dos Reis et à l'ensemble des services concernés par ce gros travail. Les notices destinées aux élus, les temps de concertations nécessaires à l'ensemble des décisions à prendre ont été mis en œuvre en temps et en heure, afin que nous puissions délibérer ce soir dans les meilleures conditions. En ce mandat qui s'achève, je tiens à ne perdre aucune occasion de souligner le travail efficace de nos services.

Avant de rentrer dans le détail des notices, une explication sur les raisons qui nous ont amenées au vote anticipé du budget supplémentaire 2019 en même temps que celui du compte administratif 2018. Tout cela étant très lié, je préfère le faire en propos liminaire. Nous rejoignons d'ailleurs en cela, ce vote simultanément, certaines pratiques usuelles dans d'autres collectivités du territoire Grand-Orly Seine Bièvre. Nous sommes dès maintenant certains qu'une décision modificative sera nécessaire en fin d'exercice pour que nous puissions intégrer au budget 2020 un certain nombre d'éléments qui en tout état de cause ne nous seraient pas parvenus suffisamment tôt en septembre, octobre pour les intégrer au BS à ce moment-là. Or, il n'est pas question d'être amené à voter le BS trop tard dans l'année en ayant attendu ces notifications. Parmi les éléments qui nous amènent à une décision modificative n° 2 en 2019 et donc à l'anticipation du vote du BS, notons que nous savons déjà qu'un certain nombre de données venant des services de l'État ne nous parviendront qu'assez tard pour leur montant définitif. À propos du travail des services de l'État, je dois dire que le climat actuel qui règne dans les trésoreries et les centres des impôts dont un nombre significatif semble condamné à fermer dans notre département pour être regroupés dans des pôles fiscaux en gestation, ce climat d'incertitude sur les futures conditions de travail de leurs agents, les complications que cela ne va pas manquer d'induire dans le rapport avec les usagers, tout ceci ne favorise pas le retour à une qualité de service public que nous ne cessons de voir se dégrader. Bien que Choisy-le-Roi ne semble pas impacté directement, un adjoint aux finances ne pouvait éviter cette petite digression. Nous verrons également qu'un point de désaccord sur le montant définitif du FCCT 2018, entre le territoire et la municipalité, doit être absolument résolu, mais que dans l'attente du résultat des discussions une différence conséquente fait jour entre notre calcul et celui du territoire. Cela a déjà amené à des prises de parole très nettes, aussi bien de la part de Monsieur le Maire que de la mienne, dans le cadre de la CLECT. D'ailleurs, la CLECT a retiré l'adoption du FCCT pour Choisy-le-Roi de son dernier ordre du jour. Nous sommes donc dans une période d'incertitude budgétaire de plus pour nous, mais qu'il faudra de toute façon avoir levée pour cette décision modificative. Je parlerai également un peu plus loin de notre travail approfondi sur les reports d'investissements et le déroulé des engagements de travaux dans la section d'investissement qui nous amène à souhaiter disposer avec cette décision modificative de fin d'année d'un outil supplémentaire d'ajustement budgétaire. Une dernière raison nous amène à avoir avancé le vote du budget supplémentaire 2019. Nous avons



voulu dégager un temps de travail suffisant dès le mois de septembre pour élaborer le budget primitif de 2020 et le voter le plus tôt possible. Ce budget primitif sera en effet assez particulier, puisqu'il sera le dernier acte financier du présent mandat. Il devra être réalisé en temps et en heure avant les échéances de mars 2020, afin que nos successeurs puissent disposer d'une base budgétaire suffisamment bien élaborée pour leur permettre de commencer immédiatement à travailler dans les meilleures conditions. Vous verrez que j'aurai l'occasion de revenir là-dessus de manière très détaillée. Je passe maintenant, après ces propos liminaires, aux points à l'ordre du jour.

Les deux premiers points consistent en l'approbation du compte de gestion 2018 du budget principal et du budget annexe des parkings ainsi que le compte administratif. Sur le compte de gestion, les deux notices font apparaître clairement la stricte concordance des deux comptes de gestion avec les deux comptes administratifs. Cela n'appellera aucun autre commentaire de ma part préalablement aux deux votes de ces comptes de gestion. Je passerai à l'examen du compte administratif 2018 pour le budget principal et pour le budget annexe des parkings et à l'issue de cet examen avant d'aborder les points suivants, je pense que nous pourrions passer au vote portant sur les deux comptes de gestion et les deux comptes administratifs.

L'examen du compte administratif 2018 au plan politique montre une mise en application des orientations fixées par la majorité municipale et exprimées notamment lors du débat d'orientation budgétaire sur lequel je ne reviendrai pas. Ce compte administratif 2018 fait apparaître un total de nos dépenses des deux sections s'élevant à 84 236 711,11 euros et un total de nos recettes des deux sections s'élevant à 97 681 644,94 euros. Le solde entre les deux est donc positif : 13 444 933,83 euros. Il constitue le résultat de l'exercice sans les reports. L'examen de la page 4 de la notice, que vous avez à votre disposition, montre qu'il est nécessaire d'intégrer à notre examen budgétaire des restes à réaliser uniquement existants dans la section d'investissement, restes à réaliser tant en dépenses qu'en recettes dont le solde négatif doit être retiré du solde positif sans reports détaillés plus haut. Je reviendrai complètement sur ces restes à réaliser conséquents lorsque nous aborderons ensemble le détail de la section d'investissement. Lorsque nous intégrons le solde négatif des restes à réaliser en l'enlevant au solde positif des dépenses et recettes, nous arrivons à un résultat de l'exercice 2018 (avec reports) toujours positif à hauteur de 9 070 391,31 euros.

Si nous examinons maintenant la section de fonctionnement en commençant par les dépenses de fonctionnement, nous constatons une hausse des dépenses 4,06 % par rapport aux comptes administratifs de 2017. Pour ce qui est des dépenses réelles, une hausse de 3,5 % s'explique principalement par le reversement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères au territoire, j'y reviendrai donc. Concernant les dépenses de fonctionnement et leurs évolutions, je ne m'y attarderai pas outre mesure, car le temps est compté. Je dirai simplement que l'évolution de certaines d'entre elles accompagne l'évolution démographique de la ville. Par exemple, nous avons plus d'enfants scolarisés donc les dépenses engagées pour les fournitures scolaires augmentent de 5,4 %. C'est-à-dire, beaucoup plus que l'augmentation des prix que nous payons pour ces fournitures. D'autres dépenses proviennent directement d'événements que nous ne pouvions pas prévoir au budget primitif comme, par exemple, les dépenses liées au relogement des familles de l'avenue Anatole France, ou encore les sommes nécessaires à équilibrer le budget du centre municipal de santé qui varie sensiblement d'une année sur l'autre et ce principalement en fonction des vacances de postes chez les médecins. Puis, nous avons l'application directe de la politique voulue par la majorité municipale comme, par exemple, cette augmentation sensible du budget alloué au nettoyage pour notre voirie : 159 000 euros en plus. Ou encore, les conséquences d'une décision d'achat de certains locaux pour lesquels nous faisons face à

l'augmentation des charges de copropriété que nous réglons, où la commune possède un patrimoine immobilier.

Concernant les charges du personnel, l'augmentation est modérée et maîtrisée : 1,2 % ; avec certaines précisions apportées aux pages 8 et 9 de la notice et sur lesquelles je ne reviendrai que si cela suscite débats et questionnements. Concernant les atténuations de produits, ici vient l'explication de ce qui a généré l'essentiel de l'augmentation des dépenses réelles de fonctionnement à savoir, une augmentation constatée du montant de reversement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères entre le compte administratif 2017 sur lequel nous n'avons imputé que dix mois, et le compte administratif 2018 sur lequel les deux mois manquants ont été pris. Le CA 2018 concerne donc une année pleine plus deux mois de 2017. Précisons que les modalités de facturation entre l'EPT et les communes ont évolué, afin que ce type de décalage ne se poursuive pas. Les précisions sur ce point ont d'ailleurs été demandées par la Commission des finances et elles ont été données. Pointons également le paiement du FPIC en 2018 alors que nous n'y étions pas assujettis en 2017 du fait de notre éligibilité à la DSU en 2016. Pour finir sur les dépenses de fonctionnement, la page 11 de la notice fait apparaître des données importantes sur les intérêts de la dette qui, je le rappelle, sont réglés par la section de fonctionnement alors que les remboursements du capital sont assurés par nos dépenses d'investissement. Parmi ces données, la répartition de la dette par type de taux et l'encours de la dette par habitant.

Concernant les recettes de fonctionnement, celles-ci augmentent plus sensiblement que les dépenses de fonctionnement, heureusement, 6 et 17 % d'augmentation pour l'ensemble des recettes, 6 % pour les recettes réelles. Nous y retrouvons les recettes provenant de nos assurances pour les remboursements de divers sinistres ou des remboursements sur les rémunérations des personnels par la Caisse de sécurité sociale. Nous y trouvons également le produit des services c'est-à-dire de nos diverses prestations facturées à nos usagers et détaillées page 14 de la notice. Bien évidemment, le gros de ces recettes provient du produit des impôts et taxes qui est globalement en augmentation de 1,8 % et qui représente 68,8 % de nos recettes. Les pages 15 et 16 de la notice le détaillent bien. L'évolution du produit des dotations, subventions et participations en augmentation de 5,9 % mérite une précision. Cette augmentation en pourcentage provient essentiellement de l'augmentation sensible du produit de la DSU alors que vous constaterez que l'ensemble des autres recettes liées aux produits des dotations et subventions stagnent ou baissent.

Examinons maintenant la section d'investissement en commençant par une précision sur l'ensemble de la section. Vous vous souviendrez qu'au début de mon propos, pour ce qui concernait la présentation générale des grands équilibres de ce compte administratif, j'ai mentionné l'existence de restes à réaliser 2018 conséquents dans la section d'investissement. Des restes à réaliser, cela signifie tout simplement que les opérations budgétées au budget primitif 2018 n'ont pas pu être réalisées matériellement en 2018. Ces restes à réaliser 2018 vont donc se traduire en reports en 2019. Nous reportons en 2019 des dépenses budgétées en 2018 et nous percevrons les recettes concomitantes à ces dépenses durant l'année de mise en œuvre effective de ces dépenses. Les crédits existent, ce n'est donc pas un problème d'ordre financier. C'est un problème d'annualité du budget alors que certaines opérations s'échelonnent sur deux années, voire plus. Les capacités matérielles des services concernés à lancer les travaux prévus ont été entravées du fait d'importants travaux touchant déjà la ville : chantier du T9 en cours, passerelle sur le pont, TVM à venir cet été et enfin, le chantier de l'usine des Eaux d'Orly. Certains facteurs externes indépendamment de notre volonté viennent également retarder la mise en œuvre effective des travaux prévus dans les plus petites rues, les concessionnaires tels que les gestionnaires des réseaux électriques ou de gaz sont également très mobilisés par de grands chantiers tels ceux du T9, du Grand Paris Express, qui concernent de nombreuses communes. Il nous est donc difficile parfois d'obtenir le dévoiement des réseaux dans de

courts délais. Cet état de fait n'est certes pas récent et il y a incontestablement un effet boule de neige. En effet, ce ne sont pas seulement des dépenses que nous reportons, c'est aussi tout le temps de travail nécessaire à l'engagement et au suivi de ces travaux que nous reportons à l'année suivante. Ainsi, dès le début d'un exercice comptable il s'agit d'abord de travailler à réaliser les dépenses provenant de l'exercice précédent. Pendant ce temps-là, nous ne pouvons que difficilement rattraper ce retard tout en mettant en œuvre les décisions de l'année qui commence. De ce fait, le décalage entre les décisions prises et la mise en route effective des travaux qui correspondent ne peut qu'augmenter.

En termes financiers, la conséquence notable c'est le décalage entre l'emprunt budgété et l'emprunt consommé. Au début de l'année, en budget primitif, nous votons un plafond maximum d'emprunt que nous ne souhaitons pas dépasser et nous n'utilisons pas cet emprunt voté avant d'engager effectivement les travaux. Étant donné que nous n'engageons pas les travaux durant la même année que celle de leurs budgétisations, l'emprunt est utilisé lors de l'exercice comptable qui suit à l'année  $n+1$ . Or, durant cette année  $n+1$  qui mobilise l'emprunt de l'année  $N$ , nous rebudgétions de l'emprunt qui se trouve lui-même mobilisé à l'année  $n+2$ . Nous nous trouvons de ce fait en décalage d'un an dans la mobilisation de l'emprunt, l'emprunt voté à l'année  $N$  n'étant principalement utilisé que durant l'année  $n+1$ . Lorsque nous sommes face à ce type de processus, à un certain moment, il faut savoir l'analyser pour le stopper. L'analyse est déjà faite dans ses grandes lignes et nous saurons l'affiner. D'un côté nous avons été en face de contingences extérieures, d'un autre côté il faut améliorer notre capacité à rendre effectifs plus rapidement nos choix politiques en matière d'investissements et c'est bien ce que nous comptons faire d'ici à la fin du mandat.

Ce soir, nous voulons dire également très clairement comment nous allons y parvenir. Le budget supplémentaire, que nous allons voter tout à l'heure, proposera de supprimer l'année d'emprunt en décalage, j'y reviendrai à ce moment-là. Une utilisation plus marquée de l'outil budgétaire et financier que sont les AP/CP, que je n'ai pas le temps de décrire ici, sera également de nature à nous permettre de résoudre rapidement ce problème puisque, précisément, l'avantage de cet outil c'est la possibilité de programmer les dépenses sur plusieurs exercices budgétaires. Nous l'avons vu avec les écoles Nelson Mandela et Paul Langevin et nous nous servirons de l'expérience acquise à cette occasion pour la démultiplier plus efficacement. Le budget primitif 2020 sera ciblé sur les investissements nouveaux pouvant être réalisés de façon certaine il devra être élaboré avec l'objectif de résorber la plus grande partie des restes à réaliser existants. De cette manière, l'année 2021 qui sera la première année d'exercice budgétaire entière de l'équipe renouvelée sera pratiquement exempte de tous reports notables venant de 2020. Les réalisations qui nous tiennent à cœur seront ainsi achevées en cette fin de mandat et la nouvelle équipe pourra bâtir un programme d'investissements complémentaires marquant encore un pas en avant pour notre ville dans un contexte budgétaire sain et un endettement toujours bien maîtrisé. D'ores et déjà, le travail des services concernés s'organise dans ce sens.

Ceci étant posé, passons à l'examen rapide de la section d'investissement, parce qu'il ne faut pas déduire de mon exposé précédent que rien n'a été fait en 2018 et de ce point de vue-là, la notice est très détaillée. Les dépenses d'investissement font apparaître une diminution de 37,75 % par rapport à celle du CA 2017, les dépenses réelles étant en baisse de 29,2 %. Quand je parlais précédemment d'effet boule de neige quant à l'impact des dépenses reportées, nous le constatons à travers ces chiffres. Il faut également compléter notre analyse en constatant que nos opérations en AP/CP ont fortement diminué en 2018 ce qui est une raison de plus pour en relancer d'autres comme je l'ai indiqué plus haut. De la page 20 à la page 25, la notice détaille absolument tous les investissements réalisés et je ne peux entrer dans le détail si ce n'est que pour signaler quelques éléments nouveaux mis en route en 2018. Ainsi, la Maison de la jeunesse, la nouvelle implantation de la Direction

espace public ou encore la poursuite de la rénovation de l'éclairage public. Ce dernier étant de plus en plus perceptible, surtout la nuit ce qui semble normal et logique.

Je terminerai en disant que je n'ai pas résisté au plaisir d'un clin d'œil non polémique à certains de nos collègues en faisant en sorte que les noms latins et la quantité exacte de tous les arbres que nous avons plantés en 2018 soient détaillés en page 21 de la notice. Je n'entrerai pas plus dans le détail sauf à signaler aussi le contenu des travaux en régie page 25 ainsi que le tableau récapitulatif des annuités de la dette, page 24.

Il me reste à mentionner les recettes d'investissement, afin de comprendre leur baisse aussi bien pour les recettes réelles qui baissent de 13 % que pour les recettes d'ordre qui baissent de 20 %. Rappelons d'emblée que le compte administratif 2017 avait intégré la médiathèque dans le patrimoine communal impactant les recettes d'ordre à hauteur de 2 440 000 et le FCTVA dans les recettes réelles. Pour ce qui en reste à dire, ces recettes d'investissements représentent les diverses subventions perçues pour la réalisation des investissements effectifs de 2018, aussi bien pour les opérations en AP/CP que hors AP/CP. Vous en verrez le détail en page 27 de la notice.

Pour conclure sur ce compte administratif 2018 pour notre budget principal j'indiquerai qu'il dégage un excédent de fonctionnement de 9 683 973,34 euros, somme que nous allons affecter dans les délibérations suivantes. Concernant le compte administratif du budget annexe des parkings, celui-ci est détaillé dans les deux dernières pages de la notice. Il dégage un solde positif brut de 242 994,94 euros, excédent net de 176 578,71 euros. Les diverses dépenses et recettes sont détaillées par la notice. Notons spécialement que 2018 aura vu l'impact budgétaire de la crue de la Seine et de l'incendie du parking Jaurès, aussi bien en dépenses dues aux travaux qu'en recettes du fait des remboursements d'assurances. Je n'en dirai pas plus, le reste du compte administratif relève d'une gestion habituelle de nos beaux équipements que sont nos parkings. Maintenant, je pense, vient le temps du débat et ensuite le temps du vote sur ces points.

**M. le Maire :** Tout à fait, Monsieur Tisler. Merci de cet exposé à la fois bref et précis permettant que chacun puisse mieux appréhender la notice. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Monsieur Athéa.

**M. Athéa :** Chers collègues, bonsoir. Ce soir je crois que nous allons de nouveau saluer la bonne exécution du budget 2018 qui a fait apparaître une gestion efficace et maîtrisée des ressources grâce, il faut le souligner, aux efforts des élus et aux efforts des services. Cet exercice a permis de dégager un excédent confortable qui permet d'abonder les ressources 2019 aussi bien en fonctionnement qu'en investissements. Pour juger de la bonne gestion de la ville, je crois que nous pouvons nous comparer à la strate nationale c'est-à-dire la moyenne des villes comparables à Choisy-le-Roi. Nous voyons que notre ville est bien placée par rapport à cette moyenne. Concernant les dépenses réelles de fonctionnement, nous notons que Choisy-le-Roi a un taux de dépenses réelles par habitant qui est supérieur par rapport à la moyenne nationale : 1590 euros contre 1269 euros. Des dépenses du personnel qui sont maintenant plus faibles que la moyenne de la strate nationale, 54 % contre 60 %. Je rappelle qu'en 2017 le ratio était de 57 %. Nous avons entre 2017 et 2018 amélioré notre pourcentage de dépenses de personnel.

Autre signe de gestion bien maîtrisée, le taux de réalisations des dépenses de fonctionnement qui atteint quasiment 99 %, je crois qu'il sera difficile de faire mieux dans l'avenir. Par contre un regret, vous constatez que le taux de réalisation des dépenses d'investissement est beaucoup plus faible cette année, 42 %, alors qu'il était de 78 % en 2017. Frédéric Tisler nous a expliqué très clairement les raisons qui sont tout à fait compréhensibles donc je n'insiste pas.

Un point crucial, c'est l'endettement de la ville qui reste tout à fait sous contrôle puisque notre encours d'aide par rapport aux recettes réelles de fonctionnement se maintient bien en dessous de ceux de la moyenne de la strate, 55 % contre 77 % au niveau national. Or, Choisy-le-Roi, nous le constatons tous les jours, est en pleine transformation depuis plusieurs années. Des quartiers nouveaux sont apparus, d'autres rénovés, de nouveaux équipements ont été construits ce qui veut dire que beaucoup a été fait. Mais si beaucoup a été fait, beaucoup reste à faire. Nous voyons tout de même aujourd'hui se dessiner la physionomie de ce que sera Choisy-le-Roi dans les années 2035-2040, voire au-delà. Une ville mixant les logements, les activités, les commerces. Une ville qui est de plus en plus ouverte sur la Seine avec la récupération des berges et aussi, une ville respectueuse de l'environnement grâce à la mise en œuvre de l'agenda 21 que pilote notre collègue Nadia.

Pour résumer, une ville solidaire, durable et dotée de finances saines. Il est évident que pour continuer à financer ces investissements il est tout à fait crucial que la situation financière de la ville reste sous contrôle et qu'il faut éviter que le montant des remboursements ne pèse trop lourdement sur le budget de fonctionnement, ce qui évidemment entraverait toute initiative nouvelle. En conclusion, Monsieur le Maire, je sais que pour vous comme pour l'ensemble de la majorité municipale cette situation financière saine est une préoccupation tout à fait importante. Je reste donc tout à fait optimiste quant à la suite de l'évolution de notre ville. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci. Y a-t-il une autre demande de prise de parole ? Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Merci, Monsieur le Maire. Tout d'abord, je tiens également à remercier les services pour le travail accompli. Puisque nous sommes dans des considérations budgétaires, puisque mon collègue et ami Bernard Athéa nous invite à la projection 2030-2040, j'aimerais rappeler ici ce que j'avais déjà posé il y a de cela quelques mois alors que nous parlions des orientations budgétaires concernant l'avenir de la ville. Souvenez-vous, je vous ai tous donné rendez-vous pour l'été en disant que hélas les prévisions et la littérature scientifique en matière de prévisions climatiques n'étaient pas optimistes et qu'il fallait absolument anticiper le coup. Entendez bien que je parle d'anticipation, car, que je ne sais pas si vous le réalisez, nous ne parlons même plus d'atténuer les effets climatiques. Nous nous contentons désormais d'adapter ou de nous adapter aux effets climatiques. L'atténuation hélas, étant presque un objectif quasi abandonné il faut bien le reconnaître.

Monsieur Athéa imagine la ville à l'échelle de 2040, moi j'aimerais l'imaginer à l'échelle de 2030. Le GIEC, ce groupe de scientifiques avait cité une très grande alerte et une première grande ponctuation de l'emballlement climatique en 2030. J'avais dit pour illustrer la gravité de la chose que d'ici à 2030, c'est en somme deux mandats dans la vie d'une commune. Dans deux mandats nous serons en 2030 et en deux mandats, nous serons au rendez-vous que nous donne le GIEC par rapport à ces changements climatiques. Tout cela pour dire, Monsieur le Maire, que j'accueille plus que favorablement ce que vous avez dit en introduction sur le dispositif qui est annoncé d'adaptation, d'intervention en urgence.

Pour autant, j'aimerais redire que nous devons construire et élaborer une stratégie budgétaire c'est pour cela que je parle de budget, parce que je me raccroche au débat de ce soir. Il va falloir que cette volonté que cette vision soit arrimée par un discours de preuves qui ne peut être que celui du budget. Tout cela pour dire qu'il faut que nous puissions vraiment construire une stratégie locale d'adaptation de la ville à ces questions. J'écrivais quelque part dans les réseaux sociaux que pour celles et ceux qui pensaient que l'écologie était punitive nous voyons bien aujourd'hui que ce qui est punitif c'est la pollution et la canicule. Quand les écoles ferment, quand les parents ne peuvent garder leurs enfants chez eux ; je remercie la proposition de maintenir les écoles à Choisy-le-Roi ouvertes, mais pensez à d'autres villes ou d'autres endroits où nous n'avons pas le choix. Quand nous

sommes à ce stade, privé d'action et de liberté, je pense que ce qui est punitif c'est la non-écologie plutôt que l'écologie. Ce qui est punitif, c'est la non-prise en compte de ces questions et non pas l'écologie. J'aimerais exprimer de nouveau mon souhait, celui d'Annick Guinery, de faire en sorte que désormais notre budget soit vraiment adossé à une vraie stratégie budgétaire pour l'adaptation de la ville aux questions climatiques. Bien sûr, il en va de questions opérationnelles de type comment nous déclenchons un plan climat. Encore une fois, je suis heureux d'entendre les réponses qui ont été faites à ma requête dans ce sens-là, mais les projets que nous menons, les actions que nous menons, aussi précieuses fussent-elles, ne peuvent pas nous dispenser d'aller beaucoup plus loin, parce que le climat s'emballe. Nous devons être à la hauteur de cet emballement. Les petits pas c'est précieux, mais là c'est insuffisant. Voilà ce que je voulais dire, merci encore une fois.

**M. le Maire :** Merci. Je rappelle aux différents intervenants qu'il ne faut pas se tromper de débat. Nous sommes sur le débat lié à l'approbation du compte de gestion, l'approbation du travail du payeur, du trésorier public et l'approbation du compte administratif. Nous ne sommes pas dans le cadre du Conseil municipal qui débat des orientations budgétaires. Quelqu'un d'autre veut-il intervenir ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues. Bien que je partage ce que vient de dire M. Id Elouali, nous ne sommes pas dans le débat d'orientations budgétaires. Puisqu'il faut anticiper, nous pouvons prendre six mois d'avance, je suis tout à fait d'accord. Cependant, après avoir autant construit, ce dont nous avons besoin c'est des arbres. Je remercie M. Tisler de nous avoir fourni le nom des arbres plantés dans la ville, mais il aurait été plus judicieux de nous donner les adresses, les rues, parce que je n'en vois pas beaucoup. Les adresses y sont, autant pour moi. Pour résumer, de toute façon nous le sentons bien, l'avenue de la République est devenue infernale depuis qu'elle a été décapitée. Je vais m'arrêter là-dessus, nous refferons cela dans le débat d'orientations budgétaires pour savoir effectivement où va notre ville et notamment pour pouvoir respirer dans notre ville, je suis bien d'accord.

Juste quelques mots d'explication puisque le public est nombreux dans la salle. Le compte de gestion nous allons le voter. Je répète qu'il n'est pas question-là de voter le budget, le compte de gestion correspond effectivement au compte administratif. Il est visualisé par le trésorier donc à moins de douter des services du trésorier nous ne pouvons que voter pour. Quant au compte administratif, il ne présente pas de surprise, il reflète votre programme pour lequel nous avons voté contre. Pas pour tout, mais puisque c'est un vote il faut voter oui ou non donc nous avons voté contre le budget. Sur le compte administratif, nous allons nous abstenir. Sur les parkings, bien que nous ne trouvons pas que nos parkings soient si beaux et si pratiques, nous les trouvons même bien chers nous allons voter pour le compte administratif des parkings puisque cela est accessoire. J'en profite pour dire, ce qui rejoint ce que nous disions au début, que d'autres pratiques que le parking payant existent pour régler les problèmes de stationnement. Je maintiens ce que j'ai dit la dernière fois, le stationnement payant à Choisy-le-Roi est cher par rapport à d'autres villes. Notamment, il serait bienvenu d'avoir une heure gratuite lorsque nous faisons nos courses. Mais je suis pour dissuader au maximum de prendre sa voiture. Choisy-le-Roi est une ville assez petite, nous pouvons faire les courses à pied. Alors, trouver des solutions pour inciter les gens à faire les courses à pied, malheureusement, si nous avons des sacs très lourds à porter c'est difficile, les personnes âgées c'est difficile, mais là-dessus il y a manière de s'y prendre autrement.

Un mot aussi pour ce qui a été énoncé par M. Tisler. Malgré la mise en commun avec les territoires, etc., nous ne voyons pas les charges baisser donc nous pouvons, encore une fois, nous demander à quoi cela sert d'avoir mis toutes ces usines à gaz en route puisque nous n'y voyons pas d'économies. Le territoire lui-même, les charges augmentent, le budget est très incertain, franchement c'est de la folie pure. Autre fait que j'avais également évoqué,

les impôts et taxes augmentent de 1,7 %. Je m'étais, lors de la présentation du budget, alerté sur ce point. Il m'avait été dit : « *oui, mais c'est parce que nous avons vu cela d'une manière très pondérée* ». Or là, sur le compte administratif, 1,7 %, cela me paraît peu par rapport à la livraison de nouveaux logements sur Choisy-le-Roi. Ce n'est pas que je veux que les gens payent des impôts et taxes (les taxes foncières, d'habitation) encore pour cette année, mais un nombre important de logements ont été livrés. Ainsi, je m'attendais à ce que ce poste fasse des recettes supplémentaires. En effet, ce nombre de logements supplémentaires nous en avons surtout les inconvénients à savoir le manque de places puisque tout le monde arrive avec une ou deux voitures. N'en déplaise à ceux qui disent que le tramway va supprimer la voiture, les nouvelles familles arrivent toutes avec une, deux ou trois nouvelles voitures. En corollaire, cela aurait pu nous amener des recettes nouvelles, mais je m'aperçois que non, par rapport au nombre d'appartements nouveaux livrés. Est-ce un manque d'attractivité de notre ville puisque j'entends trop souvent d'anciens Choisyens dire qu'ils quittent la ville bien que le nombre d'habitants augmente ? Là encore, cela devrait favoriser une augmentation de nos recettes or, nous constatons seulement 1,7 %. C'est une interrogation que je me pose, mais vous avez sûrement des réponses. Merci.

**M. le Maire :** Merci. Monsieur Briennon.

**M. Briennon :** Monsieur le Maire, chers collègues. Sur cette intervention, je vais faire extrêmement rapidement, parce qu'il me semble que M. Tisler a parfaitement décrit la situation du compte administratif qui reflète l'ensemble des délibérations votées, par la majorité principalement, sur l'année 2018. Je pense que nous nous rejoignons sur un constat qui est la difficulté globale qu'a la ville de Choisy-le-Roi à exécuter son budget d'investissement puisque nous nous retrouvons sur un décalage sur l'année 2018 qui est quasiment à la hauteur de 50 %. Je pense qu'à un moment donné, il faut savoir dire stop et dans ce sens-là les pré-mesures où les mesures annoncées par M. Tisler, qu'il va, je pense affiner dans la présentation du budget supplémentaire, sont extrêmement intéressantes. Pour avoir souvent autour de cette table-là mobilisé le concept d'AP/CP qui me semble être un élément important dans la gestion pluriannuelle d'une ville et plus exactement dans le cadre d'un plan pluriannuel d'investissement, c'est un outil que nous devons absolument utiliser. Cela l'est d'autant plus que la complexité des éléments qui sont reliés avec le territoire, des imbrications extrêmement fortes et le fait que la CLECT ne soit pas complètement figée, puisqu'il y a des discussions, compliquées, avec le territoire sur le sujet milite très clairement dans ce sens-là. En particulier, dans le sens d'une simplification et d'une approbation d'un plan pluriannuel porté par des outils financiers permettant de suivre cela.

Ensuite, globalement, je ne vais pas faire de commentaires supplémentaires, nous ne sommes ni dans un débat d'orientations budgétaires ni dans un budget. Nous constatons des dépenses, pour une partie d'entre elles nous ne les avons pas approuvées donc nous nous abstiendrons pour notre part sur le compte administratif, mais il n'y a pas de commentaire particulier à faire sur le sujet. Merci.

**M. le Maire :** Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Bonsoir. Monsieur le Maire, chers collègues. Il s'agit de l'approbation du budget supplémentaire et des décisions de modifications.

**M. le Maire :** Madame Baron, vous vous trompez de délibération. Nous n'en sommes pas encore là, nous sommes sur le compte de gestion et le compte administratif. Nous ne sommes pas encore sur l'approbation des budgets supplémentaires.

**M<sup>me</sup> Baron :** Oui et alors ?

**M. le Maire :** Vous venez de parler de budget supplémentaire, Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** L'approbation des décisions modificatives du budget supplémentaire.

**M. le Maire :** Nous n'y sommes pas encore, Madame Baron, cela sera tout à l'heure.

**M<sup>me</sup> Baron :** J'en parlerai après alors. En considérant toutefois ce qu'a dit M. Tisler par rapport à l'identité des valeurs des écritures reportées qui attestent la juste concordance entre les comptes de gestion et les comptes administratifs. C'est la gestion des deniers publics que nous mettons en cause évidemment. Lorsque nous faisons des transferts, si nous ne réduisons pas les dépenses nous n'avons pas la compétitivité voulue. Maintenant, bien sûr, ce n'est peut-être pas cela que vous cherchez, mais pour nous, ce sont des enjeux importants pour une meilleure qualité de vie.

Nous avons noté que dans le service hygiène et santé nous n'avons pas utilisé la somme de 104 951 euros ce qui démontre une baisse d'activité du service médical qui n'est pas raisonnable pour les Choisyens. C'est d'abord un manque de médecins qui ne semblent pas vouloir s'installer sur la ville. Il faudrait prendre en compte ces besoins et y mettre les moyens. D'autre part, nous avons noté, je tiens à le dire, une dépense de 300 000 euros pour l'acquisition d'un pavillon en vue de la construction du quatrième collège sur le site de la Calypso. Or, vous savez bien que cette ligne reflète un fort sens d'indifférence pour ne pas dire un mépris envers les habitants des Gondoles Sud, car il y a une contradiction avec ce que vivent les habitants de ce quartier et va également à l'encontre de toute logique, car d'autres sites sont possibles à proximité. Un tel projet pour le quatrième collège, pour la commune, devrait être fait en concertation avec les habitants, car cela ne doit pas servir des intérêts particuliers, mais l'intérêt général. Elle est bien loin dans cette action la citation que vous affectez souvent, disant que l'humain est placé au cœur de vos décisions. Nous voyons bien que non, sur cette dépense la municipalité est en total désaccord et avec la majorité des habitants des Gondoles. Cela démontre un manque de démocratie, voire un abus d'autorité, pour notre groupe. Toutefois, bien évidemment, d'autres engagements dans ces nouvelles dépenses vont dans le bon sens, nous pouvons les apprécier. Mais notre rôle est de dénoncer et de proposer. Nous allons voter contre ces décisions et même sur le budget, car tout cela n'est pas en cohérence avec ce que désirent les habitants. Merci.

**M. le Maire :** Au même titre que tout à l'heure, M. Panetta a expliqué dans quelle situation nous sommes et comme il y a du public sur la question de l'approbation du compte administratif, je ne peux pas m'exprimer. Je ne m'exprime donc pas, mais je sortirai au moment du vote. Or là, c'est en dehors du compte administratif et même si nous sommes dans ce débat, je me permets d'intervenir en disant que M<sup>me</sup> Baron fait une confusion. Les éléments que vous avez évoqués, notamment dans la dernière partie de votre intervention, concernent les affectations que nous allons faire et qui concernent le budget supplémentaire, quelque chose que nous verrons après. Cela crée une confusion sur les points que nous allons passer aux voix. Nous donnerons peut-être des éléments de réponse à M<sup>me</sup> Baron dans un deuxième temps lorsque le sujet sera évoqué. Y a-t-il d'autres interventions concernant les comptes ? Des questions ? Je n'en vois pas. Monsieur Tisler, peut-être quelques éléments.

**M. Tisler :** Des éléments très rapides puisque comme à l'habitude je ne vais intervenir que sur des éléments financiers techniques. En réponse à M. Panetta, sur sa remarque quant au produit des impôts et taxes. C'est vrai que globalement le produit des impôts et taxes augmente de 1,8 % par contre le produit de la taxe foncière et taxe d'habitation augmente de 2 %. J'insiste là-dessus, parce que c'était le cœur de votre intervention. Je voudrais souligner qu'au budget primitif nous avons inscrit une somme de 31 114 502 en prévision de recettes et vous constatez que le compte administratif 2018 amène à une recette réelle de



31 558 140 euros. Nous notons une progression entre ce qui a été mis sagement et prudemment en recette au budget primitif et la réalité de cette recette. C'est un premier élément de réponse. Vous savez que les bases fiscales augmentent de 1 % en moyenne du fait des revalorisations du gouvernement. En l'espèce, les bases ont augmenté de 0,7 % du fait de la décision gouvernementale. Vous vous rappellerez qu'à un certain moment j'avais fait l'historique de cette prise de décision gouvernementale. Il me semble que c'est une décision basse par rapport à ce que nous avons l'habitude de voir, le 1 % automatique. Si nous retirons ce 0,7 % d'augmentation des bases, nous constatons que la progression en pourcentage n'est pas énorme. En termes budgétaires elle est tout de même importante pour les sommes dont cela relève. Il faudrait voir ce qui a été mis en termes de nouveaux logements pour l'année 2018, c'est peut-être un recoupement utile à faire. Simplement sur l'attractivité de Choisy-le-Roi, pour être très attentif sur le marché immobilier, j'ai eu l'occasion il y a très peu de temps de revoir un bon nombre d'agences immobilières, le taux de rotation moyen des appartements vides en vente à Choisy-le-Roi est tout à fait satisfaisant sur le plan des professionnels de l'immobilier. Nous parlons bien là de la taxe foncière. La taxe d'habitation ce sont d'autres considérations. Si la situation était telle que vous la décrivez, le marché immobilier sur Choisy-le-Roi ne serait pas celui que nous décrivent les professionnels de l'immobilier donc l'attractivité de la ville est tout de même suffisante pour que nous y investissions encore, soit pour une résidence principale, soit un investissement locatif.

**M. le Maire :** Bien, je vous propose de passer au vote, que les uns et les autres soient attentifs pour qu'il n'y ait pas de confusions dans les votes.

*La délibération n°1 est adoptée à la majorité (38 pour, 2 contre).*

## → 2. Approbation du Compte de gestion – exercice 2018 – Budget annexe des parkings.

*La délibération n°2 est adoptée à la majorité (38 pour, 2 contre).*

**M. le Maire :** Je laisse la présidence de la séance à Patrice Diguët, afin qu'il aborde les deux délibérations sur les comptes administratifs. Je me retire et j'espère, Monsieur Diguët, que vous allez présider de très bonne façon ce vote.

## → 3. Approbation du Compte administratif – exercice 2018 – Budget principal.

**M. Diguët :** Je vous propose d'adopter le compte administratif de la commune arrêté comme suit. Budget principal, vous trouverez les données chiffrées page 6 du compte administratif, section d'investissement dépenses : 12 799 447,27 euros. Reste à réaliser à reporter sur n+1 : 9 424 542,52 euros. Total des dépenses d'investissement : 22 223 989,79 euros.

En recettes d'investissement : 16 173 682,80 euros. Résultat d'investissement n-1 : 386 724,96 euros. Reste à réaliser à reporter sur n+1 : 5 050 000 euros. Total des recettes d'investissement : 21 610 407,76 euros.

En section de fonctionnement. Total des dépenses de fonctionnement : 71 437 263,84 euros. Recettes : 75 968 037,23 euros. Résultat n-1 : 5 153 199,95 euros. Total des recettes de fonctionnement : 81 121 237,18 euros. Soit un coût global de dépenses pour les deux sections de 93 661 253,63 euros et de recettes pour les deux sections de 102 731 644,94 euros.

Le budget principal présente un excédent net de 9 070 391,31 euros à affecter au budget supplémentaire 2018. Nous allons passer au vote de ce compte administratif.

*La délibération n°3 est adoptée à la majorité (27 pour, 2 contre, 10 abstentions).*

#### → 4. Approbation du Compte administratif – exercice 2018 – Budget annexe des parkings.

**M. Diguët** : Nous passons au budget annexe des parkings dont vous trouverez les données chiffrées page 5 du compte administratif.

Section d'investissement. Dépenses : 521 185,20 euros. Reste à réaliser à reporter sur n+1 : 138 117,67 euros. Résultat n-1 : 66 416,22 euros. Total des dépenses d'investissement : 725 719,09 euros. Recettes : 586 219,10 euros.

Section d'exploitation. Total des dépenses d'exploitation euros : 793 248,57. Recettes : 102 638,08 euros. Résultat n-1 : 6 689,19 euros. Total des recettes d'exploitation : 1 109 327,27 euros soit un total de dépenses pour les deux sections de 1 518 967,66 euros et de recettes pour les deux sections de 1 695 546,37 euros.

Le budget des parkings présente un excédent net de 176 578,71 euros à affecter au budget supplémentaire 2018. Le total des comptes administratifs de la commune atteint ainsi en dépenses 95 180 221,29 euros et en recettes 10 442 719,31 euros. L'excédent total du budget communal atteignant la somme de 9 246 970,02 euros. Je vous remercie.

Il m'appartient donc de faire voter le compte administratif des parkings.

*La délibération n°4 est adoptée à la majorité (37 pour, 2 contre).*

**M. le Maire** : Je vous remercie, Monsieur le premier Adjoint, tous ceux qui ont travaillé et les services également.

#### → 5. Affectation du résultat de fonctionnement – exercice 2018 – Budget principal.

**M. le Maire** : Nous avons à affecter les résultats du fonctionnement sur le budget principal. Monsieur Frédéric Tisler.

**M. Tisler** : Concernant l'affectation du résultat de fonctionnement dégagé par le compte administratif du budget principal, l'excédent de fonctionnement pour l'exercice 2018 est de 9 683 973,34 euros que nous proposons d'affecter de la façon suivante.

- 9 251 476,34 euros sont affectés en recettes d'investissement au compte 1068, afin de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.
- 432 497 euros, nous les retrouverons au budget supplémentaire, sont affectés en recette de fonctionnement au compte 002 pour couvrir les dépenses de fonctionnement.

Concernant l'affectation du résultat de fonctionnement dégagé par le compte administratif du budget annexe des parkings, l'excédent d'exploitation pour l'exercice 2018 est de 316 078,70 euros que nous proposons d'affecter de la façon suivante.

- 250 000 euros sont affectés en recettes d'investissement au compte 1068, afin de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.
- 66 078,70 sont affectés en recette de fonctionnement au compte 002 pour couvrir les dépenses de fonctionnement.

Nous retrouverons bien évidemment ces sommes inscrites dans les deux budgets supplémentaires qu'il nous reste à examiner, mais pour l'heure, je pense que nous pouvons passer au débat s'il y en a un et au vote.

**M. le Maire :** Sur l'affectation des résultats, y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je n'en vois pas. Je mets au voix la délibération sur le résultat de fonctionnement.

*La délibération n°5 est adoptée à la majorité (28 pour, 12 abstentions).*

#### → 6. Affectation du résultat d'exploitation – exercice 2018 – Budget annexe des parkings.

**M. le Maire :** Nous poursuivons avec l'affectation du résultat d'exploitation sur le budget annexe des parkings. Monsieur Tisler.

**M. Tisler :** J'en ai parlé.

**M. le Maire :** En effet, nous passons au vote directement.

*La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.*

#### → 7. Approbation du Budget supplémentaire – exercice 2019 – Budget principal.

**M. le Maire :** Monsieur Tisler, pour ce point. Je pense que dans la foulée vous nous présenterez aussi le budget annexe des parkings.

**M. Tisler :** Oui. La notice en page 1 concernant ce budget supplémentaire du budget principal nous montre d'abord l'impact des reports de crédits de 2018 sur 2019. Le net disponible constitué par les excédents bruts dans les deux sections en 2018, auquel nous ajoutons les reports amènent à un résultat net disponible de 9 070 391,31 euros. En page 2, nous voyons l'affectation du résultat de fonctionnement dégagé par le compte administratif que nous venons de voter et qui amène à ce solde net disponible de 9 070 391,31 euros qui nous amène directement au détail des inscriptions nouvelles dans la section de fonctionnement.

Ce budget supplémentaire nous permet comme chaque année d'ajuster certaines dépenses de fonctionnement comme celles que nous consacrons à l'ouverture de notre nouveau Centre social Mouloudji, à notre Maison de la citoyenneté et de la vie associative ou encore à l'achat de petit matériel dans divers services. Ce budget supplémentaire permet également de procéder à l'ajustement définitif de notre subvention d'équilibre au CMS. J'en profite donc pour vous répondre, Madame Baron, ce n'est pas du tout nous qui avons décidé de ne pas

affecter une somme prévue, c'est une subvention d'équilibre au CMS. Cela dit, c'est vrai que lorsque la subvention d'équilibre baisse et que l'activité du CMS ne va pas dans le bon sens, et cela nous en avons parlé très clairement à la commission des finances, Madame Baron, ce n'est donc pas une bonne nouvelle pour nous. N'empêche que nous ne sommes pas les gestionnaires directs du CMS et pour ce que j'en sais, puisque je connais aussi un peu le dossier, c'est souvent pour des raisons qui tiennent aux difficultés de l'ensemble des CMS à pouvoir parfois avoir des équipes médicales complètes qui ne sont pas du tout des difficultés spécifiques au territoire de Choisy-le-Roi. Difficultés pour lesquelles il est parfois difficile et totalement faux de tirer des conclusions politiques parfois un peu hâtives. C'est la réponse, Madame Baron, à la remarque que vous avez faite par anticipation. Je pense que nous n'allons pas être d'accord de toute façon.

Sur ce budget supplémentaire, nous pouvons également y voir des virements internes comme celui permettant un certain nombre de participations de la ville à des fonds d'urgence qui concernent notre secteur Vie internationale et que nous avons déjà voté par ailleurs, la notice est très détaillée sur ce point. Concernant les recettes de fonctionnement du budget supplémentaire, elles permettent les dépenses énumérées ci-dessus et intègrent les résultats de 2018, comme nous l'avons vu.

Concernant la section d'investissement du BS 2019, les dépenses d'investissement sont détaillées aux pages 3 et 4 de la notice et suscitent les remarques suivantes : notons une part importante de dépenses destinées à terminer de remplacer notre flotte automobile en location par l'acquisition de divers véhicules à hauteur de 725 000 euros. Cela comprend un, car neuf 55 places destiné à nous permettre, grâce à sa vignette critère 1, de circuler partout en région Île-de-France et ailleurs.

Par rapport aux explications données précédemment sur les restes à réaliser et les reports qu'ils engendrent, vous remarquerez page 3 de la notice le report de certains investissements pourtant prévus. Ainsi, l'acquisition de la maison de Rouget de Lisle est différée à 2020 pour des raisons liées aux formalités notariales donc les frais d'acquisition, les frais d'étude et le coût de la première tranche de travaux sont reportés à 2020. Cela représente 740 800 euros que nous retirons de la section d'investissement et là, nous voyons bien que nous ne sommes pas responsables de cette nécessité de retirer ce que nous avons prévu, parce que pour nous l'acquisition de la maison de Rouget de Lisle est différée pour des raisons notariales. Des imprévus techniques nécessitent d'annuler une mise en accessibilité de l'école Jean Massé et cela représente le report d'une somme de 350 000 euros. Sur ces deux dossiers, je signale que c'est déjà 1 090 800 euros que nous reportons pour des raisons qui ne nous sont pas imputables.

La page 4 détaille les investissements prévus, elle est suffisamment éloquente pour me permettre de préciser que malgré les aléas que j'ai décrits, nous continuons à investir pour concrétiser des dossiers majeurs auxquels nous tenons. Je citerais en exemple nos interventions dans les équipements sportifs ou encore le processus d'enfouissement des lignes à haute tension ou diverses améliorations de notre politique de prévention à travers l'équipement massif de nos bâtiments publics en défibrillateur, pourvu que personne n'en ait besoin ce soir !

Concernant les recettes d'investissement, je bornerai mon propos à vous indiquer que le haut de la page 5 de la notice indique clairement, pour ce qui est du service administration générale, notre décision de désinscrire le montant de l'emprunt prévu au BP, à savoir 6 millions d'euros, en vertu de ce que j'ai déjà expliqué c'est-à-dire, la constitution au fil des ans d'un décalage d'un an entre l'emprunt budgété et l'emprunt consommé. Au vu des reports, l'emprunt budgété en 2018 nous suffira certainement pour financer nos investissements de 2019, les autres recettes d'investissement accompagnent la réalisation

de divers travaux qu'elles viennent subventionner. Cette dernière remarque vient terminer mon propos concernant BS du budget principal.

Pour ce qui est du budget supplémentaire 2019, du budget annexe des parkings, rien de bien spécifique à signaler sauf à dire que 2019 sera l'année d'achèvement des travaux de remise en état du parking Jaurès et l'année d'installation d'un système de paiement moderne pour le parking de la Mairie. Système que nous avons prévu en 2018 et effet boule de neige, nous le faisons en 2019. C'est donc un élément de plus qui montre que dans tous les cas, les investissements votés sont toujours réalisés et que notre travail sera dans les années qui viennent à faire en sorte qu'il le soit vraiment beaucoup plus rapidement.

**M. le Maire :** Merci pour la présentation de ces budgets supplémentaires. Y a-t-il des demandes d'explication ou des prises de parole ? Jean-Marc Briennon.

**M. Briennon :** Excusez-moi, Monsieur le Maire. Nous allons nous abstenir sur ce vote de budget supplémentaire principalement en raison de l'acquisition du pavillon rue Corvol. Ceci étant dit, j'ai quand même quelques demandes d'explication.

Vous avez évoqué, M. Tisler, le fait que l'acquisition de la maison de Rouget de Lisle était reportée en raison de process administratifs, me semble-t-il, et si j'ai bien compris, à la Commission des finances. En parallèle de cela, nous avons été informés de la mise en route d'un chantier aussi rue Rouget de Lisle, de 23 logements. Parlons-nous de la même adresse ou est-ce un projet différent ? Ensuite, le budget supplémentaire apparaît aujourd'hui avec environ 31 millions d'euros d'investissements. Est-il raisonnable de maintenir un budget d'investissement à ce niveau-là ? En effet, sachant que nous aurons, comme vous nous l'avez expliqué, Monsieur Tisler, sans doute des difficultés à le mettre en œuvre, n'y a-t-il pas des moyens de gérer cela différemment pour minimiser les reports de 2019 vers 2020 ?

Merci.

**M. le Maire :** Peut-être des éléments de réponse. La propriété de la maison Rouget de Lisle, si vous connaissez la parcelle, a un impact foncier conséquent ainsi, elle a été vendue en deux lots. Un lot à un promoteur et un lot à la ville. Nous venons de signer le mois dernier la promesse de vente, mais le temps que les choses se fassent, indépendamment de notre volonté puisque c'est le notaire du propriétaire qui a pris un certain temps ; même le jour de la vente je dois dire que j'ai été assez étonné puisque des discussions se tenaient encore alors que lorsqu'un notaire vient dans mon bureau c'est en principe pour signer. Ainsi, les choses ont pris un peu de retard de ce fait-là. Il faut dire qu'aujourd'hui, à leur corps défendant, que les clercs de notaires sont en grande difficulté au regard du nombre d'opérations qu'ils ont et la capacité qu'ils ont à régler les situations et les affaires amenant un délai d'attente assez conséquent. C'est exactement la même chose avec le notaire avec qui nous travaillons, nous l'avons notamment vu sur des sujets de copropriété où un certain nombre de pièces mettent du temps à arriver.

De plus, sur la question des difficultés liées aux planifications d'investissement, je soutiens la démarche de Frédéric Tisler, mais en intégrant la réaction de Jean-Marc Briennon. Je crois que c'est bien notre volonté d'aller de plus en plus vers des AP/CP dans le cadre de notre plan pluriannuel d'investissement. La question n'est pas de réduire les investissements, parce que vous seriez le premier, Monsieur Briennon, à nous reprocher de faire en sorte que la ville n'investisse pas et que la ville ne bouge pas. Vous l'avez déjà fait à plusieurs reprises dans ce lieu. Vous avez pu voir que notre programme est assez important et bien souvent lorsque les démarches d'investissement sont retardées, cela n'est pas de notre fait. Elles peuvent être liées aussi à des intempéries ou des intervenants extérieurs ayant des délais plus longs que ce que nous pouvions imaginer. Ceci étant, je pense que ce serait plus

judicieux pour éviter d'avoir recours à des emprunts non utilisés de travailler de manière plus précise avec cette démarche des AP/CP. Frédéric Tisler.

**M. Tisler :** Pour répondre totalement à Monsieur Briennon, vous avez déjà donné un élément, mais je ne suis pas d'accord avec les 31 millions que vous avancez, Monsieur Briennon. Nous parlons bien du budget supplémentaire. Ce budget supplémentaire porte le total des dépenses d'investissement à 33 millions pour cette année, mais lorsque vous regardez bien ce budget supplémentaire, les dépenses inscrites nouvelles ne sont que de 1 788 456,31 euros. La reprise des résultats est de 9 424 000 euros donc, le budget supplémentaire en dépenses d'investissement voit une très faible part d'inscriptions nouvelles et c'est là où nous sommes réalistes par rapport à nos capacités d'investissement en 2019. Le budget supplémentaire, c'est 11 212 000 euros de dépenses d'investissement en plus ce qui porte le total de l'investissement à 33 millions. Je pense que c'est ce que vous vouliez dire à travers les 31 millions.

Par rapport à votre remarque sur le budget supplémentaire qui ne serait pas réaliste, ou prudent, sur nos capacités d'investissement. Lorsque vous regardez ce qu'il porte en inscriptions nouvelles et le détail de ces inscriptions nouvelles, nous pouvons ne pas partager votre pessimisme. De ce fait, nous maintenons que ce budget supplémentaire, eu égard à tout le travail d'analyse que nous menons en ce moment sur nos investissements, reste très réaliste sur nos capacités à le faire en 2019.

**M. le Maire :** Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Deux mots sur ces 23 nouveaux logements. Sur le BS, nous allons nous abstenir, nous nous éloignons un petit peu, mais c'est suffisamment important, parce que nous, nous avons appris cela incidemment par une affiche. Nous avons une réunion dans notre permanence et il était affiché : « *présentation des 23 logements* ». Nous n'étions pas au courant de ce programme de 23 nouveaux logements rue Rouget de Lisle, cela ne nous a jamais été présenté. Au-delà de cela, pour rebondir sur ce que nous avons dit en début de ce Conseil, effectivement ce serait bien, je suggère et pour abonder dans le sens de M. Id Elouali, où va notre ville ? Nous parlions tout à l'heure de l'attractivité de notre ville, il est certain que pour les promoteurs elle est très attractive, mais 23 nouveaux logements sur ce terrain, aussi grand soit-il, cela fait beaucoup. Nous avons ici, lors d'une précédente mandature, voté qu'il n'y aurait pas de constructions supérieures à cinq étages, je le répète, car cela n'a jamais été respecté. Nous avons dit que nous modifierions le PLU pour faire échec au promoteur, ce n'est pas le cas. Il va falloir, tous ensemble, que nous nous décidions à savoir quel est le visage que nous voulons donner à notre ville. C'est vrai, cette discussion se tient actuellement au niveau du Grand Paris, au niveau national et autre, nous voulons des tours, il faut construire le plus possible. Nous n'allons pas faire le débat, mais il serait bien qu'un jour nous ayons ce débat et que tous ensemble nous nous projetions pour savoir quel visage nous voulons donner à notre ville. Merci.

**M. le Maire :** Je donnerai la parole aussitôt après à Patrick Hervy, car ce projet a été présenté, comme tout projet, dans le cadre d'un projet « Dans mon quartier ». Ceci étant vous parlez de 23 logements. J'ai envie de dire heureusement que nous avons acheté la maison Rouget de Lisle parce qu'au regard de l'impact sur l'assiette foncière ce ne serait pas 23 logements aujourd'hui, nous serions à plus du double, à 60. Je trouve que c'est quand même un peu fort de dire que nous ne faisons rien et que nous ne mettons pas en place d'éléments coercitifs vis-à-vis des promoteurs. Nous avons plusieurs éléments coercitifs et vous ne pouvez pas dire ne pas être au courant puisque nous en avons déjà parlé ici.

Une modification du PLU assez conséquente a été faite, donnant lieu à l'époque à un certain nombre de réunions publiques où des choix importants ont été faits dans cette commune. À

savoir que 40 % de l'assiette soit en espace vert. Le choix d'augmenter de 50 cm la largeur de chaque parking sachant que lorsqu'un promoteur doit faire des parkings soit il les fait en souterrain soit il les fait sur le terrain. De plus, la réglementation stipule : une place de parking pour un logement, 50 cm cela peut paraître peu, alors, cela fait mal à la tête du promoteur de réfléchir à comment construire sur une parcelle telle que celle-là. Ou alors, il doit faire en souterrain ce qui lui coûte encore plus cher. J'avance déjà ces éléments-là et je peux en rajouter. De plus, un allié de circonstance que nous avons dans le rayon des 500 mètres autour des monuments historiques, c'est les architectes des bâtiments de France qui font un travail assez considérable et vous pouvez être sûr qu'un certain nombre d'architectes viennent voir Patrice Diguët dans son bureau. Certains, nous ne les revoyons plus, parce qu'ils savent que sur cette commune nous sommes assez rigoureux sur ces éléments-là. Ensuite, si nous avons pris ces mesures c'est parce que nous nous sommes aperçus que dans nos zones pavillonnaires, les promoteurs, et vous le savez ici autour de cette table puisque beaucoup d'entre vous sont propriétaires et que vous voyez régulièrement dans vos boîtes aux lettres des incitations à la vente. Ils sont prêts à vous proposer le double voire le triple de ce que coûte votre pavillon. Si cela vous est proposé, cela est aussi proposé à votre voisin. Derrière donc, c'est du jumping immobilier éhonté et la commune n'a pas les capacités d'y répondre et de s'y opposer. Ainsi, nos éléments sont ceux que je viens de mentionner au préalable, parce qu'il est préférable que ce soit nous qui puissions avoir la maîtrise d'une partie du foncier pour permettre à nos services d'anticiper sur l'évolution de notre population et pour savoir quels sont nos besoins en équipements publics.

Si nous avons des besoins en équipements publics, cela veut dire qu'il faut un budget d'investissement. Un budget d'investissement pour nos équipements, pour nos écoles, pour nos équipements sportifs, etc. Je trouve qu'il est important d'avoir cette réflexion sur l'urbanisme. Aujourd'hui, si une commune de la banlieue parisienne, quelle qu'elle soit, décide de ne pas construire au-delà de quatre étages, pourquoi pas. Par contre, qu'ensuite, ceux qui adoptent ou acceptent cette démarche-là ne viennent pas nous dire que c'est bétonné, parce qu'ils seront indéniablement confrontés au manque d'espaces verts. La question qui va donc se poser à l'avenir c'est est-ce que nous construisons en hauteur pour libérer du terrain qui servira à créer des espaces verts, des squares et planter les arbres que vous appelez de vos vœux ? La question c'est l'évolution de la ville et j'invite tous ceux qui s'intéressent aux questions d'aménagement à lire l'ensemble des revues architecturales qui réfléchissent à ces problèmes-là. Je devais donner la parole à Patrick Hervy sur le projet.

**M. Hervy :** Merci, Monsieur le Maire, je ne vais pas m'étendre longtemps. Effectivement, une réunion de présentation du projet s'est tenue dans le cadre de ce qui s'est mis en place sur l'ensemble de la ville, que nous appelons « un projet dans mon quartier ». Ce n'était pas une présentation secrète, 15 habitants de la rue étaient présents. Lors des discussions, je n'ai pas noté d'opposition à cette construction, mais plutôt des interrogations de deux ordres. À savoir, avoir la garantie que la ville était bien dans la phase d'acquisition de la maison de Rouget de Lisle. Nous venons d'en parler, la confirmation est refaite ce soir sur le fait que même si c'est différé, nous sommes bien dans un processus d'acquisition. Le deuxième aspect était plutôt des inquiétudes sur le stationnement dans la rue Rouget de Lisle dans le cadre notamment de la requalification de la rue dans les prochains mois à venir. Nous sommes sur du R+3, ce n'est pas très haut, c'est en retrait. Les façades de la maison Rouget de Lisle seront préservées donc il n'y a pas d'inquiétude sur la physionomie du quartier et de la rue, qui est une rue historique nous le savons tous, puisqu'il ne s'agit pas que de cette maison-là.

Pas de remarques particulières donc, pas d'oppositions des riverains. En réponse à vos observations Monsieur Panetta, la présentation sera mise en ligne par les services, comme c'est fait sur l'ensemble des projets, donc accessible à tous. Cette réunion était ouverte à tout le monde, si vous êtes passé à côté de l'information, nous en sommes désolés, mais

vous aurez l'occasion d'avoir un document en ligne, sous réserve, je l'ai dit lors de la réunion, Monsieur le Maire vient d'évoquer le fait que nous sommes dans un périmètre classé, donc sous réserve de l'avis des bâtiments de France puisque là nous sommes en phase de présentation du projet, nous ne sommes pas sur un permis définitif.

**M. le Maire :** Merci pour ces informations complémentaires, Monsieur Hervy. Il me semble que Monsieur Panetta a envie de parler ce soir.

**M. Panetta :** Très court, parce que je vous reprends la qualification des bâtiments de France, très important. Nous avons un exemple concret. En ce qui concerne la demi-lune et le parc de la Mairie jusqu'à l'école par rapport aux travaux du tramway, les trottoirs sont très beaux à hauteur de la demi-lune et un peu après, avec de la belle pierre. Par contre, ensuite, c'est du goudron alors que nous sommes sous le régime des bâtiments de France alors, pourquoi ? Si nous sommes si scrupuleux, c'était l'occasion d'embellir plus notre ville. Cela dépend-il des concepteurs du tramway ? C'était anciennement le STIF.

**M. le Maire :** M<sup>me</sup> Péresse a changé de nom, cela lui a permis de changer le logo de tous les bus. C'est Île-de-France mobilités, maintenant.

**M. Panetta :** Je ne pense pas que ce soit elle qui ait décidé cela.

**M. le Maire :** Si, avec son nouveau Directeur général que vous devez connaître.

**M. Panetta :** Elle a dû venir la nuit pour mesurer et bien préciser qu'ils s'arrêtent à un niveau précis.

**M. le Maire :** Non, je parle d'Île-de-France mobilité, appellation qui a remplacé le STIF.

**M. Panetta :** Nous sommes d'accord. Pourquoi faire une délimitation protection bâtiments de France, c'est un cas concret là, et ne pas la respecter ?

**M. le Maire :** Je pense que cela doit être respecté. Madame Brahimi.

**M<sup>me</sup> Brahimi :** Tout le projet a bien évidemment été soumis aux bâtiments de France, il a été approuvé par les bâtiments de France. Avec le Maire, nous avons beaucoup insisté pour que les aménagements soient très qualitatifs au centre-ville, autour de la Demi-Lune, autour de Rouget de Lisle. Nous avons insisté aussi sur le fait que l'investissement est excessivement important pour Île-de-France mobilités et pour la région Île-de-France, ainsi que sur le fait que le même traitement pouvait être fait sur tout le parcours. D'ailleurs, le même traitement vous ne l'avez pas non plus sur les autres villes, au niveau des revêtements de sol, etc. Nous avons obtenu un effort particulier sur le centre de Choisy-le-Roi pour préserver son caractère historique et parce que c'était un site classé. Ensuite, demander qu'il y ait le même système de pavé sur l'ensemble du parcours à Choisy-le-Roi, c'était une demande exorbitante.

**M. Panetta :** Pas l'ensemble du parcours, l'ensemble du site protégé bâtiments de France.

**M<sup>me</sup> Brahimi :** C'est 500 mètres autour du parc.

**M. Panetta :** Ils n'y sont pas les 500 mètres de belles pierres.

**M<sup>me</sup> Brahimi :** Normalement, les 500 mètres y sont.

**M. Panetta :** Madame Brahimi, nous ferons une petite promenade ensemble.



**M. le Maire :** Voilà, cela vous occupera si vous ne saviez pas quoi faire un week-end. Sachant que c'est du granit qui a été mis et pour répondre à une habitante choisyenne qui m'a interpellé sur les essences d'arbres, je crois que je vais interroger Île-de-France mobilités pour savoir quelles seront les essences d'arbres qui seront plantées. C'est une manière de répondre à M. Panetta et de faire savoir au public que parmi les arbres qui ont été coupés, déracinés, un certain nombre étaient malade et notamment ceux de la Demi-Lune. Ainsi, l'ensemble des arbres vont être replantés avec des essences différentes. Aujourd'hui, nous nous sommes aperçus et, vous êtes les premiers à m'envoyer des mails pour m'avertir, que les arbres plantés dans les années 1990 ont fortement grandi et abiment aujourd'hui nos trottoirs. Donc, l'ensemble des essences qui seront plantées devraient être respectueuses des voitures et des trottoirs. Nous voyons dans un certain nombre de quartiers que cela est problématique. Ensuite, Monsieur Panetta, puisque vous êtes très attentif maintenant aux essences d'arbres, sachez qu'avec Nadia Brahimi, nous en sommes très fiers et je l'ai déjà évoqué ici, nous avons réussi à faire en sorte que la station Rouget de Lisle, et elle sera la seule station Île-de-France, soit plantée d'arbres. Savons-nous qui va les tailler, l'avons-nous négocié, parce que je crois que c'était en débat ?

**M. Panetta :** Je propose M. Tisler, il est devenu spécialiste des arbres.

**M. le Maire :** J'ai même l'impression que vous allez créer l'un et l'autre une société paysagère. Y a-t-il d'autres interventions sur le budget supplémentaire ? Non, nous passons au vote.

*La délibération n°7 est adoptée à la majorité (28 pour, 2 contre, 10 abstentions).*

#### → 8. Approbation du budget supplémentaire – exercice 2019 – Budget annexe des parkings.

*La délibération n°8 est adoptée à la majorité (38 pour, 2 contre).*

#### → 9. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – budget principal.

**M. le Maire :** Monsieur Tisler.

**M. Tisler :** Elle concerne une somme de 15 496, 59 euros pour le budget principal. 330 euros pour le budget annexe des parkings, pas de remarques particulières. Cela a été vu en Commission, également sans remarque particulière.

**M. le Maire :** Bien, nous passons aux voix.

*La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité.*

#### → 10. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables – budget annexe des parkings.

**M. le Maire :** Toujours Frédéric Tisler.

**M. Tisler :** J'avais dit que c'était 330 euros, parce que j'avais groupé les deux donc je persiste, c'est toujours 330 euros.

**M. le Maire** : Bien, nous passons aux voix.

*La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 11. Affectation de la Dotation de Solidarité Urbaine et du fonds de solidarité de la Région Île-de-France perçus par la commune en 2018.**

**M. le Maire** : Frédéric Tisler.

**M. Tisler** : L'utilisation des crédits est détaillée clairement pour 2 453 250 euros pour la DSU, 3 090 064 euros pour le fonds de solidarité. La notice est claire, pas de remarques particulières à la Commission.

**M. le Maire** : Nous passons aux voix.

*La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire** : Nous avons donc fini l'ensemble des délibérations concernant les finances. Permettez-moi de féliciter et de remercier encore une fois la Direction générale et le service de Monique Dos Reis pour l'ensemble du travail effectué. Aussi, un petit clin d'œil spécifique par rapport au débat que nous avons actuellement avec la CLECT et le territoire où à la fois la Direction générale comme Monique se battent à mes côtés pour que nous puissions avoir raison. Nous passons aux questions de la vie internationale.

## **VIE INTERNATIONALE**

**→ 12. Approbation du mandat spécial accordé à Monsieur Gabriel Roche, adjoint au Maire et Monsieur Patrick Hervy, adjoint au Maire de quartier, en vue de leur participation aux fêtes d'Hennigsdorf en Allemagne, les 23, 24 et 25 août 2019, dans le cadre du jumelage avec cette ville.**

**M. le Maire** : Laurent Ziegelmeyer.

**M. Ziegelmeyer** : Monsieur le Maire, chers collègues, très rapidement c'est la traditionnelle... J'attends que M. Panetta ait fini, car cela me fait un retour dans les oreilles insupportable. C'est la traditionnelle fête de fin d'année à Hennigsdorf. Je rappelle tout de même pour les esprits chagrins que l'année dernière seulement deux élus s'y étaient rendus et que nous avons surtout amené le club d'aviron et une délégation d'une quinzaine de personnes des locomusics pour bien montrer que les opérations internationales de cette ville sont d'abord et avant tout pour les citoyens et citoyennes. Nous ne reproduisons pas cela cette année à Hennigsdorf, pour une raison simple, une raison budgétaire, puisqu'une part importante du budget de l'international cette année est passée sur le tournoi de football féminin. Je vous remercie.

**M. le Maire** : Bien, des demandes d'interventions sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Vous avez la notice sur table puisque je vous rappelle, je l'ai dit en début de Conseil, une modification a été apportée sur les dates. La délégation ne part pas le 23, mais le 22, ce qui fait plaisir à tout le monde, Monsieur Panetta. Abstention sur le jumelage ?

**M. Panetta** : Le jumelage, nous votons pour.

**M. le Maire :** Je voyais que Frédéric Druart attendait les consignes de son leader.

**M. Panetta :** Pour l'instant, nous allons prendre soin de M. Ziegelmeier, qu'il se repose.

**M. le Maire :** Voilà, vous monterez en puissance sur les autres délibérations.

**M. Panetta :** Qu'il se repose un peu entre deux voyages.

*La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.*

### → 13. Approbation de l'engagement de coopération décentralisée à passer avec la ville de Varès en Bosnie-Herzégovine pour la Valorisation des territoires et la promotion des patrimoines historiques d'Europe

**M. le Maire :** À ce propos, nous avons reçu la jeune équipe de football féminine il y a 15 jours au cours du tournoi pour la valorisation des territoires et la promotion du patrimoine historique de leur ville, notamment du château. Laurent Ziegelmeier.

**M. Ziegelmeier :** Pas de chance pour nous, elles sont venues lors du tournoi, elles ont vu, elles ont vaincu. Dès que nous faisons un tournoi sportif dans cette ville, nous perdons ce qui, quand même, devient un petit problème.

**M. le Maire :** Vous en profitez, parce que l'adjoint au sport n'est pas là, ce n'est pas bien Monsieur Ziegelmeier.

**M. Ziegelmeier :** Je sais, ce n'est pas bien. Sur la Bosnie, un petit retour en arrière, là aussi pour les esprits chagrins. Nous travaillons sur ce pays depuis 2014 et là aussi cela a principalement profité à des citoyens et des citoyennes, en particulier des jeunes puisque nous avons eu trois séjours jeunesse depuis 2014 en Bosnie ; en très large partie financés par le ministère des Affaires étrangères, parce que, comme à chaque fois, nous sommes allés chercher les sous. Cet engagement étant dans un lien avec une certaine association, il présente pour notre ville, certaines limites. L'ambassade de France à Sarajevo nous a proposé d'aller un peu plus loin et donc de nous rapprocher de la commune de Varès avec laquelle deux actions ont déjà été menées, puisqu'une délégation est venue pour un stage de karaté avec le club de karaté de Choisy-le-Roi à l'automne dernier. Ensuite, l'équipe de football, comme l'a dit Monsieur le Maire, est venue au tournoi il y a de cela deux semaines et demie. La particularité de la chose que nous voulons travailler là, une petite innovation devrait faire plaisir sur les bancs de l'opposition, parce que quand je note la manière dont les coopérations internationales se déroulent dans les régions tenues par vos amis, vous avez principalement, c'est un débat, sur les questions économiques. En l'occurrence, là, nous sommes dans une question économique, car l'entreprise qui va nous accompagner dans la mise en valeur du patrimoine historique de Varès, c'est une entreprise que nous connaissons bien à Choisy-le-Roi, c'est ARISTEAS avec laquelle nous avons travaillé sur la mise en valeur du château de Choisy-le-Roi en 3D (chère à ma collègue Carole qui n'est pas là ce soir). Nous faisons la promotion à l'étranger d'une entreprise française à travers ce partenariat-là et cela induit la délibération qui viendra ensuite, puisqu'il faut finir de négocier cela et une mission viendra derrière.

Un élément majeur pour ceux qui connaissent un peu l'ex-Yougoslavie et en particulier cette partie-là, le Maire de cette commune a une attention particulière à l'égalité entre les femmes et les hommes notamment à travers le sport. Cela n'a posé aucun problème qu'elles viennent aussi bien au tournoi de football qu'au stage de karaté dans l'excellent club de karaté de Choisy-le-Roi (délégation exclusivement composée de filles).

**M. le Maire** : Oui, une activité sportive puisque le club de football à Varès existe depuis 1954 et que la délégation de jeunes filles qui sont venues, c'étaient des championnes d'Europe et des championnes du monde dans leur catégorie, elles ont 16 ans.

Bien, nous sommes d'abord sur l'approbation d'engagement de la coopération décentralisée et viendra après l'approbation du mandat. D'abord sur l'approbation de l'engagement de coopération avec la ville de Varès. Y a-t-il des réactions ? Monsieur Panetta.

**M. Panetta** : Nous sommes partagés sur cette question. Nous, nous allons nous abstenir non pas, parce que nous sommes particulièrement contre ce projet, mais il faut bien quand même de temps en temps délimiter notre rayon d'action et à chaque Conseil municipal, c'est vers de nouveaux pays que nous allons. Effectivement, je pense que c'est passionnant, que c'est très bien. Notre priorité, pour nous, va vers les villes avec qui nous travaillons depuis longtemps. Nous avons l'impression que c'est sans cesse une fuite en avant même si ce sont des sommes modiques. Nous ne comprenons pas très bien le sens de tout cela. De plus nous ne sommes pas dans notre rôle, une commune s'occupe des affaires de la commune et des Choisyens et des Choisyennes, c'est le CGCT.

Je sais bien qu'il est de bon ton de faire des services internationaux un peu partout, y compris comme ceux que vous appelez nos amis, mais ce n'est pas notre rôle. S'il faut développer des sociétés économiques nous sommes par exemple pour que cette société ouvre une école à Choisy-le-Roi, là nous voterions des fonds pour qu'elle le fasse avec l'aide du territoire. Nous sommes-là dans une coopération économique productive pour nos jeunes à Choisy-le-Roi, c'est uniquement pour cela que nous nous abstenons, d'ailleurs s'abstenir n'est pas voter contre. Nous nous abstenons pour qu'il y ait une réflexion pour que nous cadrions un peu mieux nos actions, car il me semble que nous faisons feu de tout bois. À un moment, je voudrais que nous nous recentrions et que nous sachions bien à l'avance ce que nous faisons sur l'année, c'est tout, c'est pour cette raison que nous nous abstenons.

**M. le Maire** : Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali** : Monsieur le Maire, je vais voter favorablement pour les délibérations, ce qui ne va pas m'empêcher d'émettre quelques remarques. D'abord, je ne considère pas que nous puissions être une sorte d'îlot isolé du reste du monde donc nous devons partager également, et surtout, les malheurs du monde sans être complètement l'unique réceptacle. Ma réflexion porte surtout sur l'évaluation des impacts des actions menées dans le cadre de la coopération décentralisée. C'est cela qui me pose question, ce n'est pas tant la délimitation ou l'isolement de la ville par rapport au reste du monde c'est plus un retour et une évaluation sur les actions menées, car les coopérations défilent. D'ailleurs, je les salue favorablement, mais pour autant je n'ai pas connaissance et j'imagine que beaucoup de monde n'a pas connaissance de l'impact réel des actions menées et ce n'est pas esprit chagrin que de dire cela. Merci.

**M. le Maire** : Laurent Ziegelmeyer.

**M. Ziegelmeyer** : Très court. D'abord la première chose que j'ai oubliée dans la présentation c'est que bien évidemment cette action a un coût plus que modique puisque nous serons en recherche d'un financement, comme les 470 000 euros que nous avons obtenu pour le Mali. Sur le bilan, cela est valable pour les deux intervenants, le bilan des actions menées et le suivi, je rappelle à l'ensemble des groupes et à l'ensemble de leurs Présidents que depuis le début du mandat, tous les ans, j'ai fait des propositions. Premièrement, des notes étaient en bureau municipal, cela c'est pour les groupes de la majorité. Deuxièmement, le programme n'a pas varié d'un iota depuis trois ans, nous sommes en face, chers amis, membres de la majorité, de ce que vous avez validé en bureau municipal les fois où nous avons présenté le

programme pour l'ensemble du mandat. Première réponse. Deuxième réponse à l'adresse de l'ensemble des groupes du Conseil municipal, je vous rappelle que par le biais de vos Présidents je vous ai maintes et maintes fois fait la proposition de vous rencontrer pour débattre sur le fond. Hormis l'excellent échange que j'ai eu avec Béatrice Alirol et Jean-Marc Briennon sur le devenir du comité de jumelage, ces invitations sont restées pour un certain nombre de groupes totalement lettres mortes. Ensuite, vous pouvez demander des retours, je suis prêt à les faire, je vous les propose encore. Mon agenda est disponible, ma porte est ouverte, il faut juste la saisir.

**M. le Maire :** Simplement, également, je crois qu'il y a eu un certain nombre de notes et de présentations sur l'ensemble du projet sur les questions internationales, mais je ne pense pas qu'il y ait une fuite en avant comme je viens de l'entendre dire puisque la démarche est bien identifiée. C'est la démarche historique du jumelage avec nos quatre villes jumelées qui se poursuit et qui pour certaines s'intensifie. Des démarches de coopérations aussi, qui sont différentes, mais qui ont été identifiées, présentées et adoptées par le bureau municipal : à la fois le Mali, la Grèce, la Bosnie-Herzégovine et la Tunisie (dans le processus démocratique d'accompagnement de la Tunisie). Pour revenir à Varès, Varès n'est quand même pas une histoire d'aujourd'hui, c'est à côté de Sarajevo et Sarajevo qui est-ce ? Oui, c'est quelqu'un que j'ose appeler mon ami c'est le général Divjak. J'invite, pour ceux qui ne le connaissent pas à regarder sur Facebook, c'est le sauveur de Sarajevo. C'est celui qui a évité que la ville tombe au moment où l'Europe et le gouvernement français faisaient très peu de cas de cette population-là. Le travail qui a été fait, avec le collègue Émile Zola, depuis plus de sept ans maintenant, et qui a permis à des jeunes de découvrir et de faire la marche pour la paix là-bas nous a permis aussi de faire en sorte que des jeunes de Bosnie participent à la fresque pour la paix. Je considère donc que travailler aujourd'hui en Europe pour une culture de paix et pour une relation approfondie entre les jeunes de ces différents pays, que cela passe par les démarches culturelles, que cela passe par des échanges éducatifs ou que cela passe par le sport. Je crois que nous contribuons, les uns et les autres, à dire oui, ailleurs nous ne vivons pas de la même façon, nous sommes différents, mais nous sommes des humains et il faut que nous nous unissions aujourd'hui. Pour moi, cela participe à la lutte contre l'obscurantisme, le fascisme. Cette idée sombre qui aujourd'hui, malheureusement, s'éveille fortement en Europe. C'est pour cela que je soutiens et que ma majorité municipale soutient ces démarches avec les pays. Gabriel Roche.

**M. Roche :** Je voulais réagir à tes mots parce qu'en 1993 j'étais à Sarajevo et effectivement, tout le travail fait, le livre noir sur la Yougoslavie fait en partie avec des militaires, Mitterrand que j'avais rencontré là-bas avec les Anciennes Alliances de l'autre monde, c'est aussi cette page qu'il faut tourner. À 50 ans, je suis content de passer ce relais, ayant vécu la guerre yougoslave et sa destruction. Donc, bravo de continuer sur ce relais de la paix. Merci.

**M. le Maire :** Madame Baron.

**M<sup>me</sup> Baron :** Nous, nous allons nous abstenir, mais nous sommes ouverts. Nous ne devons pas être, comme disait mon collègue, un îlot isolé, mais les actions menées, ce que vous nous présentez à chaque fois c'est majoritairement l'image d'une seule entité politique et c'est pour cette raison que nous nous abstenons.

**M. le Maire :** Je vous invite, Madame Baron, à découvrir la carte politique, je ne vais pas en dire plus. Le Maire de Tirnova, qui est un homme charmant, nous dirons qu'il est un de vos amis, vous voyez ce que je veux dire en termes de famille politique. Souhaitez-vous que je continue à faire le tour ? Voilà, je pense que cela n'est pas utile alors, Madame Baron, s'il vous plaît. Non, je ne vous ai pas redonné la parole, Madame Baron ! Pouvez-vous fermer votre micro, Madame Baron ? Vous venez de dire une énorme bêtise donc n'utilisez pas des arguments comme ceux-là. Je ne sais pas ce que vous imaginez, mais ce n'est plus cela la

réalité, Madame Baron. Je crois qu'aujourd'hui, lorsque nous sommes dans la coopération décentralisée, dans la question du jumelage, cela va bien au-delà de la famille politique. Cela me fait penser à un événement, je suis obligé de le dire, je suis très heureux que mon ami Davide Ranalli soit réélu à Lugo, car lorsque je suis allé le voir l'année dernière, au mois de mai, Laurent Ziegelmeyer était avec moi, vous n'imaginez pas dans quel état il était. Cela était lié à la fête de la ville, une autre ville était jumelée pour une raison historique, d'un héros national qui est mort dans une ville d'Italie pas très loin de Lugo. Cette ville, aux dernières élections était passée à la Ligue et Laurent était avec moi lorsque nous avons vu le Maire de cette ville avec ses conseillers municipaux se lever et faire des gestes qu'ici je souhaite que nous ne voyions jamais. Moi, enfant de résistants, j'ai eu un frisson. Vous voyez, l'Italie aujourd'hui c'est cela, et moi, je suis heureux que nous puissions avoir des solidarités qui ne soient pas uniquement des solidarités d'élus. Davide Ranalli était très inquiet, Fabrizio Lolli, que vous connaissez aussi, était inquiet de savoir si Lugo allait tomber à la Ligue. Nos amis d'Hennigsdorf s'inquiètent fortement aussi que l'extrême droite allemande rentre au sein de leur Conseil municipal. Nous devons enraciner nos relations non pas sur une histoire uniquement politique et de relations entre un Maire et ses conseillers municipaux, mais que ce soit les gens, les citoyens d'ici et de là-bas qui fassent le lien. C'est cela qui nous unit et cela fera en sorte que l'Europe demain ne soit pas ce que certains veulent qu'elle soit. Sur ce combat-là, j'y serai, toujours. Je sais qu'ici même parmi les rangs de l'opposition, là-dessus, nous nous retrouverons et cela c'est ma fierté. Excusez-moi de m'être emporté. Bien, nous passons aux voix. Nous sommes sur l'engagement.

*La délibération n°13 est adoptée à la majorité (30 pour, 10 abstentions).*

**→ 14. Approbation du mandat spécial accordé à Monsieur Laurent Ziegelmeyer, Conseiller municipal, pour se rendre à Varès en Bosnie-Herzégovine, du 4 au 7 juillet 2019 dans le cadre du projet de coopération décentralisée : Valorisation des territoires et promotion des patrimoines historiques d'Europe.**

**M. le Maire :** Laurent Ziegelmeyer, quelques mots ?

**M. Ziegelmeyer :** Quelques mots. Par rapport à la délibération précédente, nous y allons pour discuter le contenu du protocole de coopération de manière assez courte puisque l'objectif à chaque fois est de minimiser les frais. Une nouvelle fois, comme cela se passe dans l'autre sens, à l'exception de la fresque pour la paix où nous avons pris en charge l'intégralité des billets des jeunes de toutes les villes et dont je n'ai pas le sentiment, Madame Baron, je fais cette petite incise, que nous sommes en train de reconstruire à Choisy-le-Roi l'internationale communiste. En effet, à Tîrnova c'est la droite, à Lugo ce sont les sociaux-démocrates que nous pourrions appeler sociaux-libéraux, à Varès c'est un peu pareil. Je continue ? Non, j'arrête, parce que franchement ce que vous avez dit tout à l'heure est une énormité. Vous devriez venir me voir dans mon bureau et nous en discuterons parce qu'à part sur un pays toutes les autres villes avec lesquelles nous travaillons, je n'en connais pas un qui est de ma famille politique. Pour autant, cela ne m'empêche pas de travailler avec eux, avec le Maire de Tîrnova, qui est un homme bien à droite. Le premier quart d'heure dans sa ville, il me présente les riches maisons et là je me tais durant un quart d'heure, parce que, sinon les quatre jours sont « morts ». Jamais nous ne faisons le choix de coopérations avec des gens qui sont forcément de notre couleur politique, cela ne se passe pas ainsi ou alors vous n'avez pas bien regardé ce que nous faisons. Encore une fois, ma porte est ouverte comme pour l'ensemble des autres. Je ferme cette parenthèse.

Ici, il est simplement question du financement de la mission qui ne passe que par le billet d'avion puisque tout le reste est pris en charge par nos amis de Bosnie.

**M. le Maire :** Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Ce débat est intéressant, mais je voudrais dire deux mots à Monsieur Ziegelmeier. Je ne fais pas partie des Présidents de groupe à qui vous avez demandé. Non, vous ne m'avez pas appelé dans votre bureau, mais, peu importe, il n'est jamais trop tard pour le faire. Je maintiens ce que je dis, je n'ai jamais été convoqué à une quelconque réunion.

**M. le Maire :** Il me semble que l'invitation avait été faite lors d'un Conseil municipal. Une annonce qui avait été faite.

**M. Panetta :** C'est une simple délibération d'un projet et nous nous envolons vers des choses qu'effectivement je partage, ceux qui me connaissent le savent, mais quand même il faut savoir raison garder. Nous sommes simplement sur un petit projet de la ville de Choisy-le-Roi, nous ne refaisons pas le monde. Choisy-le-Roi n'a pas pour mission d'éradiquer le fascisme dans le monde entier, à titre personnel nous pouvons très bien nous en servir et je lutte.

Pour répondre à ce que vous avez dit, Monsieur le Maire, vous parlez d'un pays qui m'est cher, je suis mieux placé que tout le monde pour savoir ce qui se passe dans ce pays et j'ai pris des positions très dures vis-à-vis de cela. Nous n'allons pas nous étendre là-dessus, mais puisque chacun parle de ses petites expériences, j'ai aussi des raisons familiales d'être contre ce régime qui s'installe partout en Europe. Ceci dit, pour cela, il y a un combat qui n'a rien à voir avec ce que nous votons ce soir, vous n'allez quand même pas nous faire culpabiliser. Devons-nous voter ce soir contre le fascisme ? Moi, je vote contre le fascisme, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Devons-nous voter pour la liberté et la fraternité ? Je vote oui, mais enfin nous parlons ici d'un projet.

M. Id Elouali dit qu'il vote, mais il dit aussi exactement la même chose que moi, il reprend mes explications. C'est-à-dire faire un point, un cadre. C'est exactement ce que j'ai dit, je n'ai rien dit d'autre. Maintenant, je partage effectivement tout à fait le reste. J'en profite moi aussi, je vais prendre ma petite tribune. Des élections viennent de passer, un moment très important c'était celui des élections européennes. Près de 50 % des gens se sont abstenus tout de même. Si nous voulons donc de la fraternité dans le monde et si nous voulons de la paix dans le monde, mobilisons-nous, mais réellement et pas comme certains partis. Je ne vais pas mettre tous les partis dans le même sac, mais certains d'entre eux, ici, commencent par dire qu'ils sont pour l'Europe pour ne pas avouer qu'ils sont contre. Chacun aura compris. Battons-nous pour une Europe, une Europe pour laquelle elle a été créée, une Europe fédérale et là, nous y arriverons. Que cela s'étende aussi à la planète entière si vous voulez mon sentiment. Moi aussi je peux y aller comme cela, je suis contre l'abolition, il ne faut pas le dire, cela ne va pas arranger mon « truc ». Les nations, j'en ai « ras le bol », les drapeaux j'en ai « ras le bol », les traditions j'en ai « ras le bol ». Alors, oui à la fraternité, oui à la liberté, mais cela n'a rien à voir avec ce que nous votons ce soir. Merci.

**M. le Maire :** Bien, nous passons donc au vote sur la mission.

*La délibération n°14 est adoptée à la majorité (30 pour, 10 abstentions).*

## DÉVELOPPEMENT LOCAL CITOYENNETÉ

### → 15. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux, année 2019 (2<sup>e</sup> répartition).

**M. le Maire :** Nous en sommes à la deuxième répartition. Y a-t-il des demandes d'intervention sur le sujet ? Monsieur Briennon.

**M. Briennon :** Cette deuxième répartition s'est conduite sous des auspices qui, je pense, n'ont pas toujours été complètement en phase avec ce que nous sommes en droit d'attendre d'une Commission. Il se trouve que M<sup>me</sup> Alirol, qui est la représentante du groupe à la Commission des associations, ne pouvait pas être présente. De fait, elle a adressé un certain nombre de questions, nous avons été dans l'obligation de relancer au moins trois ou quatre fois pour avoir enfin une réponse à des questions qui étaient relativement élémentaires et, en substance, une réponse consistant à dire nous avons un tableau, de nous appuyer sur ce tableau et que les chiffres qui y sont rapportés sont forcément fiables. Je veux bien entendre cela, je n'ai pas de souci par rapport à cela. Néanmoins, quand je regarde ce qu'il y a dans ce tableau et les éléments qui sont aujourd'hui les éléments dans le compte administratif que nous venons de voter, les chiffres du tableau ne sont pas complètement cohérents par rapport à ce qui est indiqué dans le compte administratif. Nous vous avons posé une question qui était une question simple, qui était de dire expliquez-nous pourquoi il y a des différences. Je pense que la question n'a rien de révolutionnaire, elle n'a rien d'inattendu et nous sommes en droit d'avoir l'information de cette nature-là.

Au-delà, évidemment, nous parlons des associations donc nous allons voter les subventions des associations, il est hors de question de pénaliser les associations. Néanmoins, je souhaiterais qu'un rapprochement soit fait de façon complète et détaillée entre ce tableau et les éléments qui sont dans le compte administratif que nous venons de voter. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Monsieur Briennon, je me permets de répondre. Le compte administratif, c'est le compte administratif 2018 et là, ce sont les subventions 2019, donc ce n'est pas le même budget, sauf si je n'ai pas compris votre question. Cela m'étonne de votre part que vous ayez fait une erreur si grossière.

**M. Briennon :** Je vous remercie de cette précision et cela peut m'arriver de faire des erreurs grossières, mais en l'occurrence cette erreur-là n'est pas une erreur grossière. Dans le tableau, il est fait référence au montant des subventions de fonctionnement et de projets 2018. Pour analyse, ce sont bien évidemment ces éléments 2018 que je compare au compte administratif de 2018.

**M. le Maire :** Autant pour moi. Y a-t-il des éléments d'explication sur ce sujet ? Madame Benkahla.

**M<sup>me</sup> Benkahla :** Bonsoir, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames, Messieurs. Pour répondre de manière globale, un travail conséquent a été réalisé par le service en la personne de M<sup>me</sup> Odile Descharmes et Olivia Régisseur. Elles ont accueilli toutes les demandes de subventions et elles ont réalisé un tableau extrêmement complet, c'était aussi une des demandes de la Commission. Tableaux sur lesquels figurent la présentation de la situation, les projets réalisés en 2018 et notamment les projets faisant l'objet de la demande de subventions sur l'année 2019. Il est précisé sur ce tableau les subventions demandées par l'association, la proposition de DLC et la décision de la Commission. Je pense que nous ne pouvons pas être plus exhaustifs.



Il faut savoir que lors de cette Commission, nous étions en petit comité. Or, il s'agissait là de l'Assemblée générale d'une association et il arrive parfois que plusieurs événements se tiennent au même moment cependant, je me permets de dire que la place des élus était à cette Commission. Nous avons échangé, un élu avait des raisons familiales, des raisons dramatiques, mais en dehors de cette situation nous avons échangé essentiellement avec les représentants du groupe de M<sup>me</sup> Baron et les représentants du groupe de M. Panetta. D'ailleurs, à l'issue même de cette Commission, des propositions de modifications ont été réalisées.

Cette instance, qui est la Commission, n'est pas une simple présentation des subventions, c'est une étape intermédiaire avant le Conseil municipal, une étape importante où des modifications peuvent être apportées. Les propositions ne sont pas figées, c'est un véritable travail de concertation. Je réaffirme, effectivement, qu'en dehors des cas de force majeure, les élus auraient dû être présents. Ceci dit, certains élus, à leur décharge, ont fait des remarques par mail et il a été répondu, j'ai été mise en copie du mail adressé à M<sup>me</sup> Alirol, il est complet, nous avons répondu à sa question.

Ensuite, peut-être que les réponses ne plaisent pas, mais nous avons répondu aux questions, il faut le prendre en compte. Le service a pris le temps de répondre de manière objectivée. Le tableau n'est en rien erroné, il reprend les demandes des associations, la proposition de DLC, tout un travail d'examen des dossiers de subventions en lien avec les autres secteurs puisque chaque demande de subventions est classée par thématiques : culture, mémoire, animation, loisir, etc. Le service prend attache en amont pour avis, pour avoir des informations supplémentaires, prend attache avec le service concerné pour connaître les partenariats, le travail réalisé en amont avec cette association. Un exemple pour être concrète dans mes dires. Sur le plan de la santé s'est opéré un rapprochement des services, dont la délégation est dirigée par Catherine Despres, c'est tout un travail de vérifications sur les projets réalisés, etc. Nous affinons de manière très pointilleuse toutes les demandes réalisées par les associations. Je pense que les élus présents peuvent en attester.

**M. le Maire :** Merci. Monsieur Briennon.

**M. Briennon :** Je trouve qu'il est un peu facile d'expliquer cette situation par l'absence de M<sup>me</sup> Alirol qui est très régulièrement présente aux Commissions, son absence reste exceptionnelle à cette commission-là. Je pense qu'une absence peut arriver à tout le monde, qu'elle est excusable et pour illustrer mon propos, parce que je ne voudrais pas rester dans des éléments flous, je vais prendre l'exemple d'une association qui s'appelle « *Les amis de la citée* ». Dans le tableau que vous avez sous les yeux, Madame Benkahla, je vous invite à regarder le montant de fonctionnement que vous avez indiqué pour l'année 2018 qui si nous avons bien le même tableau est de 1000 euros. En parallèle, je vous invite à regarder dans le compte administratif le montant qui est indiqué, il est de 1600 euros. En aucun cas je ne me permettrais de remettre en cause le travail des services, et en particulier le travail de M<sup>me</sup> Descharmes, notre question était juste de savoir d'où provenait la différence. C'est une question naturelle sur laquelle il n'y a pas de raison particulière de prendre la mouche. Nous étions nous en droit d'attendre des réponses qui soient des réponses circonstanciées par rapport à cela.

**M. le Maire :** Bien, Monsieur Frédéric Tisler.

**M. Tisler :** Un certain nombre de rappels des chiffres fondamentaux sur les associations. D'abord, plusieurs choses très différentes sont mises ensemble sur cette ligne comptable et nous suivons en cela la M14. C'est aussi bien la subvention au CCAS, la subvention au théâtre, les subventions aux écoles et les subventions aux associations. Pour ce qui est des

associations, le compte administratif pour 2018, c'est 935 146 euros. Il est bien évident que les services utilisent les tableaux des comptes administratifs, mais j'attire votre attention sur le fait que les tableaux de M<sup>me</sup> Benkahla sont des documents de travail et non des pièces officielles engageant la ville au plan de la gestion financière. Si un certain nombre de documents de travail comportent des fautes de frappe ou des erreurs, cela peut arriver, le positif de votre remarque c'est qu'effectivement le service fera attention à un certain nombre de choses. Pour autant, cela n'est pas de nature à compromettre la prise de décision à partir du moment où les documents officiels sont publiés et que nous pouvons nous y reporter. Ainsi, très bien d'avoir vu cette erreur sur « *les amis de la cité* », vous en citez une, il faudrait voir combien s'y trouvent. Moi, j'insiste sur la nature des documents sur lesquels nous travaillons en Commission. Ce sont bien des documents de travail, ce ne sont pas des pièces qui engagent la municipalité, il peut toujours y avoir des erreurs nous ne nions pas qu'il y en ait de temps à autre, mais ces erreurs sont-elles en nombre suffisant pour que certains élus en tirent l'argument que la prise de décision est faussée, etc. ? Je pense là que nous sommes face à un grand écart de votre part.

**M. le Maire :** À mon avis il n'y a pas d'erreur, il faut regarder en effet le compte administratif puisque c'est lui qui fait foi et, si nous prenons cet exemple-là, Monsieur Briennon, j'émet une hypothèse. Nous pouvons avoir 1000 euros de fonctionnement plus une aide aux transports qui a été passée une ou deux fois. De fait, cela amène à 1600 euros. Il faut vérifier.

**M. Tisler :** Nous l'avons retrouvée, c'est exactement cela, Monsieur le Maire, nous venons de le voir.

**M. le Maire :** L'essentiel, comme je le dis à tous les services et dans toutes les démarches, c'est que lorsqu'une question nous est posée nous devons répondre soit oui soit non et pourquoi cette réponse-là a été donnée, afin que nous ayons tous les éléments. À mon sens, c'est simplement ce que demande M. Briennon. Est-ce bien cela Monsieur Tisler ?

**M. Tisler :** Nous parlons bien de 2018. Cette association a reçu 1000 euros pour son fonctionnement courant, ses projets, etc., et 600 euros d'aides aux transports sous forme d'aides par location de cars donc, nous sommes sur 1600 euros. Je rappelle que la M14 n'est pas une comptabilité analytique et nous sommes plusieurs à le déplorer donc le compte administratif fait apparaître un total qui, pour les tableaux utilisés par le service, relève bien de deux choses totalement différentes.

**M. le Maire :** D'ailleurs, nous le verrons aussitôt après, parce que ce sont des délibérations que nous passons en Conseil donc, les uns et les autres peuvent vérifier aussi ces éléments-là puisque la délibération suivante c'est la troisième répartition des aides au transport. De fait, il faut être attentif à ces questions et je souhaite que lorsque des élus interrogent et questionnent en Commission, cela fait partie aussi du mandat qu'ils ont, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, nous sommes à même à leur répondre. Je reviens au vote sur la répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux, cette deuxième répartition.

*La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.*

## → 16. Répartition de la subvention aux associations locales pour la location d'un transport collectif, année 2019 – (3e répartition).

**M. le Maire :** Passons à la 16<sup>ème</sup> délibération. Y a-t-il des demandes d'intervention sur le sujet ? Non, je mets donc aux voix.

*La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 17. Approbation des demandes de subventions pour les actions 2019 financées dans le cadre du Contrat de Ville Seine Amont.**

**M. le Maire :** nous restons dans le domaine des subventions mais cette fois dans le domaine du contrat de ville Seines Amont. Des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix.

*La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 18. Approbation du règlement intérieur de la Maison de la Citoyenneté et de la Vie Associative (MCVA) et de la convention type de mise à disposition des locaux au sein de la MCVA**

**M. le Maire :** Y a-t-il des remarques sur le sujet, des demandes d'explications ? Monsieur Briennon.

**M. Briennon :** Le règlement intérieur indique que les associations pouvant avoir accès aux salles de la Maison doivent impérativement faire partie du Comité-conseil de la vie locale et associative, nous confirmez-vous cela ou une association qui n'en fait pas partie pourrait quand même avoir accès aux salles ?

**M. le Maire :** Madame Benkahla.

**M<sup>me</sup> Benkahla :** Le prêt des salles aux associations existe depuis bien longtemps. Plusieurs d'entre elles sont mises à disposition des associations et pour ce prêt, la seule condition c'est de présenter un projet, de le donner au service. Il est examiné en Commission collégiale. Pour les demandes de salle pour les assemblées générales, dès lors que la salle est disponible la salle est automatiquement prêtée si la capacité d'accueil, etc., est conforme et sans que cela ne passe par une Commission. Nous facilitons aussi les réponses en direction des associations.

Pour ce qui est de la MCVA, effectivement, il est demandé aux associations de signer la charte partenariale. Ce n'est pas qu'une salle, c'est aussi un équipement municipal, le service de la vie associative y réside, c'est son espace de travail. De fait, si l'association souhaite profiter de cet espace il s'engage dans une dynamique partenariale. Cela veut simplement dire que chacun est respecté dans ses prérogatives, c'est ce que dit la charte, je vous invite vraiment à la relire, parce que parfois nous entendons des choses qui sont totalement démesurées. Nous avons effectué l'évaluation de cette charte, de son application, et à sa lecture nous nous rendons compte qu'il s'agit simplement d'indiquer les prérogatives de la municipalité à l'égard des associations et d'indiquer les prérogatives des associations à l'égard de la municipalité. En aucun cas la signature de cette convention n'amointrit l'autonomie d'une association ou son libre arbitre ou tout ce que nous entendons dire parfois. Je vous invite vraiment à la lire, très attentivement, elle est courte, très facile à lire. Si nous en avons pris connaissance, nous nous rendons compte qu'il n'y a aucun piège. Nous nous reconnaissons mutuellement et nous avons envie de travailler ensemble. Travailler ensemble n'est pas une obligation, c'est un souhait, aussi bien pour la municipalité que pour la vie associative.

**M. le Maire :** Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** J'entends bien les explications de M<sup>me</sup> Benkahla, mais si nous prenons l'article 3 cela pose quand même un petit problème. J'entends les explications et nous comprenons tout à fait qu'une association qui loue une salle doit assumer sa responsabilité, donner un chèque de caution, et si elle fait des dégâts, qu'elle procède à la réparation des dégâts qu'elle aurait provoqués. Cela est tout à fait normal. Là, il est dit quand même que la mise à disposition des salles serait réservée exclusivement aux associations dont le partenariat a été formalisé par la signature de la charte des relations partenariales entre la ville et le tissu associatif et ayant signé le règlement intérieur de la MCVA.

Le règlement intérieur très bien, mais la charte qui régit la ville et les associations, excusez-moi, cela ressemble sans le dire à une coupe réglée des associations. Nous, nous préférierions qu'une association signe effectivement le règlement lié à la salle. À partir du moment où l'association a un vrai but, utile pour la ville, qu'elle se comporte bien, elle a le droit de ne pas apprécier soit le contenu soit le fonctionnement dont je rappelle que la présidence est assurée par un élu. Cela pose aussi problème. Si c'était un vote entre associations avec quelqu'un qui ne soit pas élu, cela poserait moins problème. Écoutez, nous, cela nous pose problème. L'autre point posant problème, c'est l'appréciation du projet, là encore ce n'est que la majorité et non pas la Commission qui se réunit. Je rappelle que nous avons déjà exprimé ce souhait. Pourquoi ? Pour une parfaite transparence, car lorsqu'une association demande une salle liée à un projet, ce projet n'est pas présenté à la Commission dans son ensemble. Des gens qui composent cette Commission et où la transparence serait totale, aucun *a priori* d'interprétation possible. Malheureusement, ces trois points que je viens d'exposer nous posent un petit problème qui nous amène à nous abstenir, nous ne pourrions pas voter ces points en l'état.

**M. le Maire :** Je me permettrai de faire une analyse et une explication. Monsieur Ennaoura.

**M. Ennaoura :** Merci, Monsieur le Maire. Moi, je ne comprends pas ce que M. Panetta cherche à nous dire. Je ne comprends pas de quoi il retourne dans cette affaire. Nous sommes d'accord, il s'agit bien de la Maison des associations, il s'agit bien de l'occupation d'une salle au sein même de ces structures, au sein même d'une municipalité. Vous avez relevé, à juste titre, qu'il est normal qu'un règlement intérieur soit signé. En quoi une charte régit-elle les relations entre une association qui vient occuper un équipement municipal et être en relation également avec des agents municipaux, en quoi est-ce un souci ? Ce que je souhaiterais, c'est que l'on me dise et que l'on dise aujourd'hui à l'ensemble des élus municipaux ce qui pose problème dans la charte. Entre coupe réglée, ce qui me paraît excessif, et une charte en tant que telle, il faudrait préciser ce qui dans la charte représenterait une coupe réglée d'une association. J'attends votre éclairage, merci.

**M. le Maire :** De nouveau monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Il m'interpelle, je peux répondre. Monsieur Ennaoura ayant manqué beaucoup de conseils, peut-être a-t-il perdu le fil des réflexions donc il ne comprend pas ce que je dis.

**M. Ennaoura :** Je comprends très bien, mais je ne comprends pas ce que vous subodorez.

**M. Panetta :** Je vous le redis, ce qui pose problème, les deux points principaux, c'est cette fameuse charte. En face de cette fameuse charte j'écris liberté. Une association n'est pas obligée d'adhérer au désidérata, parce qu'il y a des désidératas de la ville, parce que des associations m'en ont fait part, Monsieur Ennaoura. Ce n'est pas à moi de dénoncer ce qu'il y a dans cette charte, je n'ai pas d'association. Une association peut exister à Choisy-le-Roi sans passer par cette charte en respectant le règlement intérieur, que vous et moi-même

nous les incitons à signer, sinon il n'y a pas de salle. L'autre point très important, seule la municipalité décide de l'intérêt de tel ou tel projet. Écoutez, Madame Benkahla, première nouvelle, je suis ravi. Alors, la prochaine association qui vous demandera une salle, je serais ravi de participer à une Commission où le projet nous sera exposé et tous ensemble nous déciderons si cette association mérite une salle ou pas.

**M. le Maire :** Nous allons vous répondre, parce que je pense qu'il y a beaucoup de confusion dans vos propos. Nous allons donc éclairer tout cela. Monsieur Tisler.

**M. Tisler :** Monsieur le Maire, mes chers collègues, la charte et ce règlement s'inscrivent dans une logique que nous menons, M<sup>me</sup> Benkahla et moi-même, au titre de ma délégation concernant le contentieux depuis le début du mandat vis-à-vis des associations. Nous avons remis à égalité toutes les associations qui, à un titre ou à un autre, occupent un local dont la municipalité est propriétaire. Nous l'avons fait au début du mandat et cela a donné toute satisfaction, parce que nous avons passé énormément de temps avec ces associations pour définir l'occupation de ce local, les modalités d'occupation et même une participation financière de leur part. Déjà, à ce moment-là, notre souci était d'être totalement conforme juridiquement, dans la relation juridique que nous avons avec eux et sur la base également d'un certain nombre de valeurs que les associations de par même la loi de 1901 sont censées partager. Madame Benkahla a ensuite poursuivi ce travail avec la mise en place du Conseil de la vie associative et la mise en place de cette charte.

Là, si je prends la parole sur cette charte et pas M<sup>me</sup> Benkahla, ce n'est pas du tout pour me substituer à elle dans sa délégation, mais pour mettre en avant un certain nombre de points juridiques qui sont donc du domaine de ma délégation aux contentieux et aux affaires juridiques pour cette commune. Dans la charte, par exemple, les signataires s'engagent conjointement à promouvoir le respect des principes de non-discrimination des personnes d'engagement associatif. Nous avons la phrase : « *permettre à tous d'exercer une citoyenneté responsable en favorisant les formes d'implications collectives, etc.* ». Monsieur Panetta, nous sommes tous les deux des observateurs attentifs de l'actualité. Nous savons bien qu'un certain nombre de débordements antirépublicains se font le plus souvent sous couvert d'un statut associatif. Par rapport aux collectivités territoriales, beaucoup d'entre elles ont des démarches analogues à celles de cette charte, j'attire votre attention là-dessus. De la part des collectivités territoriales, à partir du moment où nous demandons aux associations de signer un document où explicitement il est fait référence (avec le style que nous aimons, ou non) aux valeurs républicaines et le rappel au fondement de la loi 1901 (une des plus grandes lois d'expression de la liberté d'entreprendre et de s'associer dans le cadre de notre république), à partir du moment où nous faisons signer ces documents, Monsieur Panetta, il y a aussi le principe de précaution vis-à-vis de nous. Parce que notre responsabilité, en tant que propriétaires de locaux que nous confions à des associations, soit en permanence soit temporairement pour des réunions, nous oblige dans la société qui est la nôtre actuellement à prendre ce type de précaution. C'est demander aux associations de signer une charte où elles s'engagent à respecter la loi 1901 et les valeurs de la République, parce que si vous relisez cela, c'est vraiment ce qui est écrit. De notre point de vue cela explique, du point de vue de certaines associations elles s'en émeuvent. Peut-être de bonne foi, mais certaines s'en émeuvent peut-être, parce que cela les dérange. À condition que cela les dérange, ce n'est pas quelque chose qui est de nature à me déranger. Donc, principe de précaution, rappel des valeurs de la République, rappel des fondements de la loi 1901, la charte s'inscrit dans une dynamique des collectivités territoriales qui vont toutes dans le même sens et quelle que soit leur sensibilité politique.

**M. le Maire :** Madame Benkahla.

**M<sup>me</sup> Benkahla :** Monsieur le Maire, j'ajoute un point parce qu'une des interventions pourrait induire le doute. À ce jour, toutes les associations qui ont fait une demande de salle ont bénéficié d'une salle. Parfois, les associations font une demande et le créneau demandé se superpose, plusieurs associations étant sur un même créneau et sur une même salle. Y compris dans ce cas de figure, le service contacte avec la tenue du groupe de travail les associations pour faire part de cette difficulté, pour savoir si l'association peut déplacer son événement ou souhaite avoir une autre salle. Ainsi, tout ce travail en amont est réalisé par Odile Descharmes et Olivia Régisseur. Deuxièmement, un point important, toutes les associations bénéficient de salle quand elles le demandent. À ce jour, seule une association qui avait bénéficié d'une salle n'en a plus aujourd'hui pour les raisons qui ont été évoquées en Commission, en dehors de ce cas de figure, toutes. Merci.

**M. le Maire :** Monsieur Panetta et ensuite je vous propose que nous passions aux voix.

**M. Panetta :** J'ai très bien compris ce que m'a expliqué M. Tisler et je le partage. Simplement, des associations ne peuvent être soupçonnées de quoi que ce soit et qui peuvent obtenir une salle. Madame Benkahla, je peux vous donner le nom d'une association qui, par le passé, obtenait des salles gratuitement à qui une salle a été refusée et comme ils avaient invité au moins 60 personnes, cette association a payé la salle. Là, cela ne posait plus de problèmes dans ce qu'a expliqué M. Tisler. C'est-à-dire qu'à partir du moment où la salle a été payée, ils ont eu la salle. Je trouve quand même que cela demande des explications. Troisièmement, l'autre point très important, je fais partie de la Commission des associations, je n'ai jamais assisté à une Commission où nous a été proposé le projet d'une association qui nous demandait une salle et cela, c'est quelque chose d'extrêmement important pour la transparence. Vous engagez-vous, lors des prochaines demandes d'une association pour une salle, le projet soit proposé en association ? Pour l'instant, cela n'a jamais été le cas donc nous pouvons nous interroger sur l'objectivité des choix qui sont faits. Pour qu'il n'y ait pas effectivement d'interprétations, faisons la transparence totale, sinon à quoi sert la Commission des associations ?

**M. le Maire :** Nous avons bien compris votre question, Monsieur Panetta. Madame Benkahla vous répond.

**M<sup>me</sup> Benkahla :** Le prêt des salles est fait à titre gracieux. Effectivement, je vois de quelle association vous parlez. Je me suis rapprochée des Relations publiques et j'ai demandé que le prêt de cette salle ne soit pas facturé donc vous n'avez pas toute l'histoire. À ce jour, l'association n'a pas été facturée de quoi que ce soit. Par la suite, nous avons continué à lui prêter une salle quand elle en a fait la demande. La deuxième question était-elle bien de savoir si nous pouvons aborder en Commission les demandes des associations ?

**M. le Maire :** Non, les demandes de prêt de salles.

**M<sup>me</sup> Benkahla :** Oui, pardon, les demandes de prêt de salles. Se tient mensuellement une Commission, car les demandes des associations sont massives. De fait, nous avons mis en place une Commission mensuelle pour y répondre et ce temps de travail dure trois heures, voire plus, donc les demandes sont énormes. Dans la délégation j'encourage le développement des projets donc les associations s'organisent, amènent des projets, certains sont collectifs, c'est une nouveauté dans ce mandat. De nombreux projets collectifs ont été réalisés dans ce cadre-là, des mutualisations de moyens, etc. Nous avons accompagné de manière dynamique, de manière bienveillante, de manière soutenue (par le service notamment), les associations dans ce sens. Effectivement, les demandes de salle sont très importantes et demandent une gestion et un travail important.

**M. Panetta :** Vous n'avez pas répondu à ma question. Puis-je y participer en tant que membre même si cela dure une journée ?

**M. le Maire :** Je crois qu'il faut faire attention aussi entre la répartition de la démocratie représentative et la gestion administrative d'un certain nombre de demandes. Attention, je crois qu'il faut être vigilant. Si les élus doivent être à la vérification et se donnent une démarche de fédérer l'ensemble de la vie associative, cela va à l'encontre de ce que vous souhaitez. Parce que la démarche est aussi de permettre à ce que les services qui ont des compétences, qui sont des professionnels, qui connaissent le secteur, peuvent assumer un certain nombre de choix et de relations avec nos partenaires et je crois donc qu'il faut être vigilant. Nous ne sommes pas dans un régime totalitaire où les élus sont supra devant décider de tout et de n'importe quoi. Je pense qu'il y a des moyens importants qui sont les choix et les orientations que nous menons et qui vous sont présentés en Commission sur des principes de rapports, de notes et de délibérations qui font partie de notre démarche.

Il y a aujourd'hui un travail effectif avec la vie associative et, parce que nous ne parlons pas d'une dizaine d'associations sur Choisy-le-Roi, nous parlons d'un rayonnement de 250 associations intervenant dans plusieurs domaines. Aussi bien loisirs, culture, patrimoine, histoire, solidarité, etc., l'aide sociale, la santé, etc. Plus 200 clubs sportifs. Je veux bien que les élus, et nous voyons bien la capacité que nous avons à être bénévoles et nous impliquer dans la vie associative, mais si je vous convoque tous les 15 jours pour délibérer sur les choix de salles, cela n'a pas de sens. Il faut quand même être attentif à cela.

L'autre aspect, c'est le fait que nous travaillons avec la mise en place du Conseil local de la vie associative. C'est permettre aussi une prise de responsabilité de partenaires associatifs dans différents domaines et c'est bien cela le principe de la collaboration que nous voulons avec eux, c'est un échange, c'est une base de réflexion, c'est une base d'avancer. La ville n'a pas à fédérer la vie associative. Elle a à l'accompagner, la soutenir, l'aider dans sa démarche citoyenne et si nous fédérions, là aussi, nous serions dans quelque chose de très dangereux. Je trouve qu'il est important que le CLVA ait son autonomie, nous avons créé aujourd'hui la Maison de la citoyenneté et de la vie associative, je l'ai déjà dit, je le redis s'il le faut, je pense que nous sommes dans un espace transitoire, parce que je crois que le projet n'est pas abouti. L'espace où se trouve la Maison de la citoyenneté et de la vie associative est transitoire. Il faudra travailler certainement dans les années à venir à un autre lieu. À un lieu qui sera à mon avis un lieu partagé où à la fois il y a la présence du service, parce que cela permet une présence régulière à des horaires d'ouvertures qui sont ceux de nos services avec, pourquoi pas, un espace dissocié, géré aussi par le Conseil local de la vie associative, de telles choses sont à réfléchir. Un espace double et cogéré.

Pour le moment, nous n'en sommes pas encore là. Comme l'ont rappelé M. Tisler et M<sup>me</sup> Benkahla, nous sommes sur des avancées assez conséquentes en un peu moins de trois ans. Je crois que nous avons fait un bond en avant. Quand nous voyons que c'est la vie associative elle-même qui élit ses propres représentants par secteur d'activité pour participer à une démarche collective, ce n'est pas banal. Moi j'aimerais voir, et faire un tour de France, les villes de la même strate qui ont mis en place un dispositif tel que celui-là, ce n'est pas banal et je pense que nous devons nous en réjouir.

Derrière, il est vrai, il faut se donner un cadre et des règlements et là, en ce qui concerne le règlement, puisque nous ne parlons pas des règlements des locations de salles sur l'ensemble de la ville, nous parlons du règlement de la Maison de la citoyenneté qui est gérée par le service, qui est un lieu de travail des services publics donc nous ne pouvons pas faire n'importe quoi dans ce lieu-là. Peut-être que cela sera amené à muter lorsque nous aurons un lieu avec des accès dissocié, dans un espace plus grand, etc., mais là, nous sommes sur un autre projet. Peut-être y en a-t-il qui ont des idées là-dessus, ce qui est mon

cas, mais d'autres en auront certainement. Cela fait partie d'une autre histoire à construire. Bien, nous passons au vote. Nous sommes donc à l'approbation du règlement intérieur.

*La délibération n°18 est adoptée à la majorité (31 pour, 9 abstentions).*

## RESSOURCES HUMAINES

### → 19. Modification du tableau des effectifs du personnel communal.

**M. le Maire :** C'est quelque chose que nous passons très régulièrement qui a été vu aussi en comité technique. Y a-t-il des remarques sur le sujet ?

*La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.*

### → 20. Approbation de la convention définissant le cadre de la mise à disposition de personnels entre la commune et la Régie autonome du Théâtre-Cinéma Paul Éluard.

**M. le Maire :** Y a-t-il des remarques, des besoins d'explication, des prises de parole ? Je vous remercie.

*La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.*

### → 21. Approbation de la mise en place du Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)

**M. le Maire :** Comme vous l'avez vu, nous avons un certain nombre de délibérations à voter. Il s'agit à la fois de l'approbation de la mise en place de ce nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP), mais également des modalités d'application, conduisant à des révisions des régimes indemnitaires au regard de certaines filières et du cadre d'emploi. Ce que je vous propose, c'est de faire une petite présentation rapide, ensuite, que nous ayons notre temps de débats et enfin que nous votions par délibération.

Vous avez pris connaissance les uns les autres des documents. Voici quelques éléments : le régime indemnitaire à Choisy-le-Roi, quel est-il aujourd'hui ? Il s'inscrit de fait dans un cadre juridique ancien et le régime indemnitaire actuel, à Choisy-le-Roi, est issu de plusieurs délibérations prises depuis l'année 2003 et jusqu'à aujourd'hui. Se mettent en place sur la ville des primes instituées par le législateur en combinant la logique de grades et de filières et une logique fonctionnelle pour tenir compte des responsabilités exercées. C'est le régime actuel. Le RIFSEEP a réglementairement vocation à se substituer à ces différentes primes versées actuellement. Le principe de ce régime est de généraliser le versement et la variation du régime indemnitaire selon les fonctions, les sujétions et l'expertise liée à des postes occupés et non plus principalement en référence au grade détenu par l'agent. C'est un des changements essentiels. La perspective du RIFSEEP si elle s'impose progressivement aux collectivités territoriales a été retenue ici à Choisy-le-Roi comme une opportunité. Une opportunité de s'interroger sur une conception renouvelée du système d'attribution du régime indemnitaire et non pas simplement d'une transposition de l'existant en montant de rémunération. Je vous rappelle évidemment que c'est une obligation réglementaire et que le Préfet a adressé aux Maires de l'ensemble des communes une lettre en ce sens.



Alors, quelle a été notre réflexion et quelles ont été les orientations déterminées par le bureau municipal ? Ces orientations s'inscrivent dans une démarche d'égalité, de solidarité et aussi de variabilité. Le bureau, à plusieurs reprises, a été amené à parler de ce RIFSEEP au cours de quatre ou cinq séances et nous avons dégagé un certain nombre d'orientations principales qui sous-tendent l'élaboration de cette nouvelle architecture du régime indemnitaire. Nous avons affirmé qu'une part du futur régime indemnitaire sera consacrée à l'amélioration du pouvoir d'achat de l'ensemble des agents. C'est ce principe-là que j'évoquais tout à l'heure, nous ne sommes pas pour une simple transposition de l'existant comme certaines villes l'ont fait, ou établissements publics, mais pour une revalorisation. Nous avons affirmé qu'aucun agent ne verra sa rémunération diminuer du fait de la mise en place du RIFSEEP. De même, ce régime devra tenir compte des sujétions, des postes de travail, des fonctions assumées ainsi que des compétences mobilisées. Le niveau du futur régime indemnitaire se doit de faciliter aussi les recrutements sur des postes et de conserver les compétences acquises au sein de la collectivité. Nous voulons tendre aussi à l'harmonisation entre les différentes filières de la fonction publique, ceci étant fixé comme ligne de notre démarche, mais une totale harmonisation n'est pas réalisable tant au regard des textes que d'un point de vue budgétaire.

Le principe que nous avons retenu d'un abondement de crédits pour la mise en place de ce nouveau régime indemnitaire s'est traduit par une évolution. En effet, lors de notre séminaire des élus en juin 2018, nous avons décidé d'une inscription budgétaire à la hauteur de 600 000 euros au BP 2019. Nous avons souhaité, après des discussions et des va-et-vient, revaloriser cette enveloppe budgétaire annuelle à hauteur de 1 million d'euros. Pour la mise en place de ce RIFSEEP, il y a aussi des obligations réglementaires, à savoir, le passage en Conseil municipal, mais aussi la saisine du comité technique. Le comité technique étant compétent pour donner son avis sur les grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartitions, sa saisine est évidemment un préalable obligatoire avant passage en Conseil municipal. Le comité technique a été réuni deux fois sur le sujet, avant de délibérer en Conseil municipal, car en cas d'avis défavorable du collège des représentants du personnel, le dossier doit repasser devant un deuxième comité technique avant de pouvoir être soumis au Conseil municipal. Lors de ce deuxième passage en comité technique, l'avis défavorable des représentants du personnel ne devient pas un obstacle à la présentation du dossier à l'assemblée délibérante que nous sommes. C'est pourquoi aujourd'hui nous sommes en passage en Conseil municipal, après le passage en comité technique et nous vous présentons ce soir les différentes délibérations permettant la mise en œuvre de la démarche. Faisons en sorte que les choix qui seront opérés permettent une revalorisation du pouvoir d'achat des agents municipaux dans un contexte budgétaire assez contraint, mais qui permettra aux agents, après notre délibération de ce soir, de voir sur la paye du mois de septembre une augmentation significative. Augmentation qui sera évidemment rétroactive sur le mois de juillet et le mois d'août.

Voilà pour la présentation globale de cette démarche. Y a-t-il des demandes de prise de parole sur le RIFSEEP ? Sur la première délibération qui est l'approbation de la mise en place de ce régime indemnitaire ? Jean-Marc Briennon.

**M. Briennon :** C'est un sujet éminemment complexe et je trouve assez dommage, en tout cas pour les membres de l'opposition, que nous découvrions ce sujet-là en Conseil municipal sans accompagnement aucun sur les principes qui sous-tendent la mise en œuvre du RIFSEEP au sein de la ville de Choisy-le-Roi, sans explications détaillées. Ma position par rapport à cela, globalement, c'est que je pense que nous aurions tous à gagner à avoir une présentation hors Conseil municipal détaillée de ce sujet-là avec les enjeux, les impacts concernant les différentes fonctions territoriales de façon à pouvoir porter une analyse précise et détaillée.

Je vais être extrêmement clair sur le sujet. Moi, en l'état actuel des choses et par rapport aux informations dont je dispose, aux analyses que j'ai pu faire par ailleurs, je suis absolument incapable de porter un jugement précis sur cette mise en œuvre au sein de la ville. Nous allons donc nous abstenir. Non pas pour des raisons politiques, mais pour des raisons de compréhension et pour des raisons techniques sur l'ensemble des délibérations qui concerne le RIFSEEP.

**M. le Maire :** Merci. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Monsieur Ennaoura.

**M. Ennaoura :** Merci, Monsieur le Maire. Si je prends la parole, c'est surtout pour expliquer notre vote à venir sur les différentes délibérations. Je souhaitais revenir sur quelques points qui pour mon groupe sont importants. C'est d'abord, cela a été dit, ce sujet est complexe, c'est le moins que nous puissions dire. Nous sommes amenés à nous prononcer bien que nous ayons abordé ce sujet dès le séminaire de 2018 et au cours des différents BM de ces derniers mois. Ce que je veux dire, c'est que nous avons déjà depuis plusieurs années observé une perception quelque peu négative de notre système de rémunération et de la façon dont celui-ci a été exécuté au cours des dernières années. Parfois, c'était l'expression d'un sentiment, ici et là, ce n'est pas général, d'injustice.

Aujourd'hui, il nous est proposé de revoir ce système pour des motifs et des objectifs que nous partageons bien évidemment. Nous ne pouvons pas nier le progrès en salaire que représente la réforme de ce système. D'autant plus que la réforme de notre système permet de mettre en place une équité, à la fois interne pour répondre aussi à ce sentiment d'injustice, mais aussi une équité externe vis-à-vis des collectivités voisines, parce que nous savons qu'un certain nombre d'agents ont quitté, peuvent encore quitter notre administration, notre commune, et ce pour des raisons de rémunération en particulier. Dès l'apparition du RIFSEEP, notre groupe avait déjà exprimé son inquiétude quant à la complexité de sa mise en œuvre, mais aussi sur l'opportunité de travailler un dossier aussi important en fin de mandat. Nous, nous partageons et l'ensemble des personnes ici partagent le fait que l'enjeu de la rémunération c'est aussi un enjeu de revenus et qu'il peut être fondamental pour tout un chacun, notamment nos agents. La présentation des différents scénarios n'a pas selon nous rencontré une adhésion sans équivoque. Ce que nous avons également observé, c'est que les attentes d'égalité ont été telles qu'elles nous ont questionnées sur la nature sous-jacente de ce rejet profond pour certains.

C'est pourquoi, à la fois au regard de ces attentes qui sont fortes, mais également au regard du moment durant lequel arrive cette réforme, c'est-à-dire à la veille d'échéances, nous pensons qu'il eut été plus raisonnable pour nous tous de travailler cette question lors d'un nouveau mandat. Ou alors, d'accepter le principe d'appliquer une égalité complète comme cela a été soulevé. Vous l'avez compris, au regard de ces éléments notre position de groupe sera une position d'abstention sur les différentes délibérations du RIFSEEP, parce qu'elles sont imbriquées les unes aux autres et qu'elles découlent les unes des autres. Néanmoins, ce que nous tenions à dire c'est que nous ne sommes pas contre le principe du RIFSEEP, parce que c'est une obligation, nous sommes plutôt circonspects sur à la fois sa mise en œuvre, sa temporalité et sa réception parmi nos agents. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Ennaoura. Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Monsieur le Maire, ce n'est pas un secret pour les élus de la majorité qui ont bien sûr entendu mes doutes tout au long des échanges que nous avons eu sur le RIFSEEP au cours des différents bureaux municipaux que vous avez évoqués. À maintes reprises, j'avais questionné les contre-propositions d'aller vers plus d'égalité, j'avais plaidé pour aller vers plus d'apaisement, pour faire en sorte que notre ville ne soit pas de nouveau sous l'étai de mouvements sociaux et surtout, j'avais plaidé pour un principe dont vous faites d'ailleurs

un des piliers de gouvernance, à savoir, la concertation et la prise en compte et le dialogue avec les partenaires sociaux.

Partant de là et quand bien même les explications ont gagné en clarté, et je remercie la Direction générale pour y avoir contribué, pour autant, je reste sur ma faim en ce qui concerne les conclusions concrètes des principes généraux qui nous sont exposés et que je partage pleinement. Bien sûr que sur les principes qui font le raisonnement qui nous est soumis ce soir, il y a un raisonnement logique qui est intéressant, mais sincèrement, il m'est impossible très concrètement de savoir, pour être très terre à terre, à partir des principes généraux ce qui sortira dans une fiche de paye. Ainsi, quand bien même nous aurions gagné en clarté je pense que la précision n'y est pas encore. Cela c'est un premier principe.

Le principe politique, également, qui est celui du dialogue, celui d'arriver à des consensus forts, pas des consensus mous, avec les partenaires sociaux me tient à cœur si bien que je plaide pour que nous continuions à travailler ensemble avec les organisations syndicales, avec les représentants des agents, afin de parvenir à quelque chose qui puisse satisfaire, avoir du gagnant/gagnant. Je parle aussi pour un troisième protagoniste, à savoir le citoyen et l'habitant de Choisy-le-Roi parce qu'après tout c'est lui qui est au cœur de nos politiques publiques. Cette réflexion sur le RIFSEEP, ce que j'avais également évoqué en Bureau municipal, me donne l'occasion de dire que ce que je regrette par ailleurs c'est que le RIFSEEP tel qu'il nous est présenté dans la note tend à condenser, je ne dirai pas tous les maux, mais nous lui faisons poser beaucoup de questions. L'attractivité de la ville ce n'est pas simplement la question du RIFSEEP. Je pense que la question de la reconnaissance des agents ce n'est pas simplement la question de la rémunération, je pense que nous devons aborder un travail sur la qualité du travail, sur des questions annexes. Ce n'est un secret pour personne de savoir le taux d'absentéisme dans la ville, qui doit nous questionner, la question de la motivation, la question de l'envie de faire et je ne pense pas que ces questions d'attributions et de rémunérations puissent vraiment motiver quelqu'un qui n'a plus envie, qui ne trouve plus sens à son travail. Voilà, en annexe de ma réflexion, l'idée c'est que la question de la rémunération et de la reconnaissance matérielle des agents doit s'inscrire dans une réflexion plus globale. Ainsi, c'est pour toutes ces raisons que je vais m'abstenir sur cette résolution. Merci à vous.

**M. le Maire :** Merci. Bernard Boivin.

**M. Boivin :** Je voudrais apporter certaines remarques au dispositif décrit dans la note concernant le RIFSEEP. Je voudrais d'abord saluer l'effort financier conséquent de la municipalité à revaloriser le régime indemnitaire des agents alors qu'elle n'en a pas l'obligation puisque c'est environ 1 million d'euros qui y sont consacrés, hors charges. Cet effort va dans le sens d'une compensation même si ce n'est pas l'objet du régime indemnitaire et très partiellement sans doute du manque à gagner accumulé depuis des années par le blocage du point d'indice des fonctionnaires par l'État. Il s'agit ici d'une véritable prise en compte de la situation financière dégradée que peuvent subir beaucoup d'agents de notre ville, une part importante de cette enveloppe supplémentaire y est donc consacrée et tous les agents sont concernés. Y compris les catégories pour lesquelles le nouveau régime n'est pas encore applicable, les décrets n'étant pas parus, principalement les ingénieurs et techniciens.

Cette revalorisation poursuit également deux autres objectifs : réduire les écarts d'indemnités au sein de mêmes groupes et familles de fonctions dus notamment au cadre d'emploi d'origine par la mise en place de montants plancher. Dommage que l'analyse de tous les postes et leur revalorisation indemnitaire engagée dans un premier temps n'ait pu aboutir, elle aurait permis d'être au plus près des situations concrètes, mais l'exercice est délicat et complexe. Le deuxième objectif c'est d'améliorer l'attractivité de certains postes en

tension au regard des pratiques de certaines collectivités voisines, l'effort sera échelonné sur quelques années à la réserve près que je viens de citer, je partage ces objectifs. Par contre je ne perçois pas clairement la volonté de s'emparer du complément indemnitaire annuel, dit CIA, même s'il figure dans le dispositif, car obligatoire. En effet, sa mise en œuvre n'est assise que sur des objectifs collectifs liés au projet de service. Il serait important que les objectifs soient bien définis, mesurables et partagés par les membres de chaque service, évalués en fin de période pour attribuer, ou pas, ou partiellement la prime. La communication a ici toute sa place dans le management. Même si cette partie est importante pour la cohésion et la motivation des équipes, elle n'est pas suffisante. Chaque agent à qualification égale ne remplit pas sa fonction de manière identique en termes de présence, de ponctualité, de qualité, de quantité de travail, de disponibilité et de manière de servir. Les efforts consentis doivent être récompensés, c'est une mesure d'équité entre les agents. La partie individuelle, donc basée sur les entretiens annuels, serait également un outil supplémentaire de management à disposition de l'encadrement et de la maîtrise. J'ai cru comprendre qu'une majorité d'agents ne la souhaite pas par crainte peut-être d'une répartition trop subjective, il semblerait qu'un chemin reste à parcourir pour plus de confiance, la politique des ressources humaines trouve ici toute sa place.

Bien entendu, comme dans toute négociation, un équilibre a été recherché pour apaiser les tensions, chaque partie devant renoncer à une part de ses prétentions pour bénéficier de l'accord trouvé, implicite ou explicite. À ce propos, les syndicats et beaucoup d'agents ont été associés depuis plus d'un an à la réflexion sur la mise en œuvre de ce nouveau régime indemnitaire. Les inquiétudes ont été entendues, la majorité municipale a tenu à les concilier avec ses objectifs d'amélioration de la qualité des services rendus aux Choisyens et d'une meilleure équité entre les agents. C'est sa responsabilité. La répartition égalitaire intégrale de l'enveloppe supplémentaire, défendue par certains syndicats, ne nous est pas apparue la plus juste socialement.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Boivin. Monsieur Panetta.

**M. Panetta :** Je voudrais souligner les propos de mon collègue, M. Briennon, puisque je voulais faire les mêmes remarques. Nous nous trouvons très démunis face à un texte tellement complexe. Pas que par le texte, aussi par le côté humain qui s'en dégage et l'impact humain que cela va avoir. Avant de dire ce que je pense, j'ai essayé avec mes petits moyens de me renseigner, j'ai discuté avec certains employés de la ville. Y a-t-il une date plafond pour le mettre en place ou sommes-nous pris par le temps puisque c'est une obligation ? Dans votre exposé, Monsieur le Maire, vous ne nous l'avez pas indiqué et c'est important. Je ne vais pas faire un jeu de questions/réponses, mais, afin de pouvoir prendre une décision avec mon groupe, cette réponse si vous l'avez est importante.

**M. le Maire :** Oui, je vais vous la donner, mais je vous laisse continuer, parce que j'ai beaucoup de choses à dire, je ne vais pas vous répondre ainsi, nous ne sommes pas à questions/réponses, nous ne sommes pas dans un jeu.

**M. Panetta :** Si nous avons plusieurs mois pour discuter de cela, nous, nous sommes pratiquement prêts à voter contre. Je vous explique pourquoi. J'ai cru comprendre qu'il a eu des mouvements de grèves, j'ai cru comprendre que des gens s'y opposaient, j'ai cru comprendre que c'était mal ressenti. Alors, je n'ai pas évidemment les éléments pour apprécier, mais ce que je sais de ma petite expérience, c'est que les choses ne peuvent pas se faire contre les personnes. Je ne dis pas que vous faites cela contre les personnes, je n'ai pas assisté à vos rencontres. Là aussi, j'avais une question. Vous nous avez dit que c'était revenu devant un comité technique et que si la première fois c'est contesté par les représentants du personnel, cela est présenté une deuxième fois et que dans ce cas, il n'est pas tenu compte de l'avis du personnel. Est-ce bien le cas ? Cela signifierait qu'ils ont

contesté deux fois, mais que vous venez quand même au Conseil municipal donc, sans tenir compte de cette volonté. Ce sont des éléments de réflexion que nous n'avons pas.

Lors du premier mouvement de grève, j'ai cherché à comprendre pourquoi. Il m'a été expliqué, quelquefois maladroitement, parce que c'est très complexe, que l'État avait donné 2 millions d'euros à la ville et qu'il fallait les répartir auprès des employés. Je vous explique d'une manière prudente ce qu'il m'a été dit. De plus, il a été dit aussi que l'accord butait sur le fait que les employés voulaient la même somme que l'échelon supérieur, c'est-à-dire 100 euros pour chaque employé. Ma réponse a été de leur dire que personnellement je n'étais pas scandalisé par le fait que certaines personnes avec une qualification autre ou d'autres responsabilités puissent toucher un petit peu plus. Je leur ai demandé s'ils en avaient discuté entre eux et ils m'ont répondu que les personnes étaient d'accord entre elles. Alors, je me suis fait cette réflexion « *alors pourquoi créer un conflit ? Si les personnes sont d'accord ?* » D'ailleurs, lors d'un deuxième de mes « déplacements », où, Monsieur le Maire, vous avez dit : « *la droite est là* » en me voyant dans le hall alors que vous descendiez après avoir reçu les syndicats. *A priori*, je pensais que c'était réglé puisque vous étiez applaudi, j'ai pris mes renseignements, j'ai dit très bien puisque c'est solutionné, mais j'ai appris il y a trois jours de cela, qu'en réalité non.

Que dire de plus si ce n'est que l'ensemble des employés de notre commune c'est la vitrine de notre ville et sur une question aussi complexe il faut se donner le temps. Si nous devons nous voir deux fois, trois fois, quatre fois, cinq fois, nous devons le faire. C'est tellement important que nous ne pouvons pas nous satisfaire d'un vote au Conseil. Vous êtes ici assez nombreux pour critiquer le gouvernement qui *a priori*, d'après vous, se comporte en dictateur donc il faut aussi se l'appliquer à soi-même à ce moment-là. Je ne dis pas que c'est le cas puisque vous avez discuté, etc., mais une partie du personnel, je n'en connais pas la proportion, n'est pas d'accord. Comment ? Mais non, je ne vous traite pas de dictateur, je disais que vous disiez que le gouvernement était un dictateur, vous avez discuté donc vous n'êtes pas un dictateur. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit non plus. Je dis simplement qu'*a priori* le compte n'y est pas, il y a des mécontents et je vois mal comment la collectivité pourra fonctionner s'il reste des ressentiments, que ce soit vis-à-vis des Chefs de service, des Directeurs, des employés. Il me semble que c'est du ressentiment.

Lors du conflit des ATSEM, j'avais discuté avec des employés, je n'avais pas compris pourquoi nous ne leur avons pas donné satisfaction tout de suite, mais en mettant sur la table certains problèmes. Nous pouvons donc aussi y revenir avec le RIFSEEP, un de mes collègues a fait allusion à l'absentéisme, cela a-t-il été pris en compte, y a-t-il eu un pacte de confiance ? Pour notre part, notre groupe, nous voyons les choses ainsi, se faire confiance, établir un pacte de confiance : je te donne, tu me donnes, cela fonctionne ainsi, dans le respect. Il n'y a pas que l'argent, quelqu'un d'autre l'a aussi dit, il y a la reconnaissance, il y a les promotions où j'ai entendu dire ici et là que cela n'allait pas de soi, que cela n'était pas toujours évident pour certains. Je ne fais que répéter ce que j'entends et quelquefois, pour connaître quelques cas, c'est avéré. Tout cela me donne l'impression que nous n'avons peut-être pas été au bout du bout. C'était aussi l'occasion pour le personnel de catégorie C, comme je voyais quelqu'un sourire à mes propos, je viens de la catégorie C, je viens même de la catégorie Z. Même si j'ai un peu évolué, notamment en créant une entreprise, je sais ce que c'est de venir travailler la boule au ventre. Je sais ce que c'est de venir travailler sans aucune reconnaissance, je sais ce que c'est de venir travailler avec un chefaillon qui va passer ses nerfs sur soi ou qui va avoir une tête de turc et cela existe partout. Cela serait aussi une façon d'y remédier et quelqu'un y a fait allusion. Tout cela a-t-il été mis sur la table ? Nous n'en savons rien, comme l'a dit mon collègue, M. Briennon, à la limite cela n'est pas normal. Vous êtes la majorité, mais sur un sujet aussi important, il aurait été bon de convoquer un Conseil municipal extraordinaire et de voir dans quelle direction, puisque c'est l'intérêt de tous, c'est l'intérêt de tous les conseillers, c'est l'intérêt des Choisyennes et des

Choisyens, que les choses se passent bien, qu'elles soient approuvées dans un large ensemble sans pour autant dire oui à tout ce qui est demandé. Pour avoir vécu d'autres conflits, j'ai pu remarquer que quelquefois la méthode n'y était pas.

C'est une question très difficile et comme je n'ai pas la réponse à la première question, savoir si nous avons le temps de surseoir et de prendre le temps de continuer à discuter, nous voulions nous abstenir, mais je me demande s'il ne faut pas donner un signal fort. J'ai aussi un souvenir en 2014 où nous avons été très caricaturés. Ce n'est pas pour faire de la politique que je dis cela, c'est aussi un côté humain. Nous avons été tellement caricaturés, on a tellement voulu nous faire porter le chapeau sur beaucoup de choses tout en nous prêtant de mauvaises intentions, que je ne l'ai pas oublié. D'autant plus, je le redis, que je viens d'une catégorie Z. Ce n'est pas moi qui ai fermé la cuisine centrale, ce n'est pas notre groupe, et d'autres choses. Nous ne sommes pas, malgré le classement que l'on nous donne, pour une privatisation à tout va. Nous sommes pour la responsabilité des individus, nous sommes pour une discussion franche en confiance, nous sommes pour le respect de chaque petit travail de la mise en valeur de l'individu.

Je suis certain que nous pouvons agir différemment. J'en entends ici qui vont dire que c'est un coup politique. Non, ce n'est pas un coup politique, nous sommes en cohérence, personnellement, je le suis vraiment, parce que ce que j'ai décrit comme conditions de travail, je les ai vécues. Je sais quelquefois la façon dont les réponses nous étaient apportées donc, je demande à mon groupe de voter contre.

**M. le Maire :** Bien, vous n'attendez donc pas mes réponses ?

**M. Panetta :** J'attends vos réponses, mais vous m'avez dit que vous ne vouliez pas me répondre, j'ai dit que j'avais besoin de vos réponses pour me décider, il faudrait savoir.

**M. le Maire :** Ai-je dit que je n'allais pas vous répondre ? J'ai dit que j'entendais tout le monde et que j'allais ensuite répondre à tout le monde, ce que je fais toujours. M. Ait Idir.

**M. Ait Idir :** Je trouve assez particulier le débat comme il s'engage. Le RIFSEEP, c'est la queue de comète de la casse territoriale de la fonction publique, la remise en cause du statut de fonctionnaire, qui est en cours actuellement. Le vrai pouvoir d'achat, d'où vient-il ? C'est l'augmentation du point d'indice et nous voulons faire supporter à la collectivité locale, qui est complètement déjà en souffrance avec le désengagement de l'État avec la régionalisation, avec la métropolisation, avec tout ce que nous lui retirons comme capacité d'intervention, nous allons faire supporter la question du pouvoir d'achat des agents des communes sur la responsabilité d'un Conseil municipal ! Tous ceux qui se sont exprimés avant ont été en responsabilité étatique et nous, élus communistes, jusqu'à aujourd'hui, hormis la mise en place du statut de fonctionnaire en son temps et le Conseil National de la Résistance (CNR), nous n'avons pas été concrètement aux manœuvres. Et aujourd'hui, nous allons nous entendre dire que les avancées, telles qu'elles sont faites, posent problème, qu'il faut reconnaître les salariés. Qui a cassé le CNFPT ? Qui a cassé la capacité de formation des travailleurs de la territoriale ? Quel est le gouvernement qui l'a fait ? Je pense que certains devraient quand même se retourner vers eux-mêmes, parce qu'il y a plusieurs façons de saper la territoriale : d'abord, dégouter les agents en faisant de la commune ou du territoire une entreprise parce qu'avec le RIFSEEP nous discutons de comment faire en sorte d'harmoniser pour que les agents perdent moins, c'est cela la réalité. Nous individualisons l'agent territorial, avant il était titulaire de son grade, maintenant nous lui disons c'est ton poste donc si le poste disparaît, tu es licencié.

Voilà vers où nous allons au niveau national. Je trouve inadmissible de faire supporter ce type de situation à des conseillers municipaux, éclairés ou pas éclairés. Nous savons

exactement ce qui se passe. Que se passe-t-il aujourd'hui à l'Assemblée nationale, pourquoi des salariés se battent-ils, pourquoi les organisations syndicales de façon complètement unitaire battent-elles le pavé ? À un moment donné, il faut arrêter. Ce n'est pas pour défendre le Maire communiste, qui fait partie de mon groupe, parce que nous avons certains désaccords aussi, je suis syndicaliste et je sais de quoi je parle, mais à un moment donné il faut quand même arrêter. Arrêtez de faire croire qu'il y aurait les bons et les méchants et ceux qui disent politiquement qu'ils souhaitent quelque chose, mais qu'ils n'arrivent pas à le mettre en œuvre et qu'il y en a d'autres, par contre, tout au long de leur capacité de gestion étatique qui n'ont jamais fait, mais qui, aujourd'hui, trouvent qu'en localité, il le faudrait. Qui a cassé le droit du travail ? Qui a dit en 2018, notamment, ce n'est pas la rue qui gouverne ? Et maintenant ils vont être les défenseurs du syndicalisme, il faut arrêter-là. Les défenseurs des travailleurs n'ont jamais été à droite.

**M. le Maire :** Merci pour ces différentes interventions. Je n'ai pas d'autres inscrits alors, permettez-moi peut-être de donner un certain nombre d'éléments de réponse. De fait, je rebondirais sur la dernière intervention. Il ne faut pas se tromper de combat. Le combat aujourd'hui est celui de la défense de la fonction publique et quand nous regardons dans cette mandature le nombre de campagnes réalisées pour la valorisation et la reconnaissance du service public, au regard des baisses de dotations successives, il est signe de notre volonté. De notre volonté que le service public soit acteur, actif, aux côtés des usagers, aux côtés des Choisyennes et des Choisyens. La question essentielle, c'est la question en effet de la revalorisation du point d'indice, ce qui relève du niveau national. Aujourd'hui, j'entends dire qu'il y a un rejet profond, mais un rejet profond de qui ? J'entends dire aussi la nécessité d'un apaisement, que nous étions dans une situation d'étau du mouvement social, mais quand même, cela est significatif, au moment où je parle, des représentants qui étaient venus assister à la séance s'en vont, c'est signe du dialogue. Le dialogue peut avoir lieu quand il n'est pas à sens unique puisque les débats et les discussions nous en avons eus, en bureau municipal et avec les organisations syndicales. Sauf que j'ai fait des avancées, j'ai fait des propositions et c'est vrai que j'ai été applaudi par une partie des grévistes et une partie des grévistes s'est largement désolidarisée du mouvement de grèves. Aujourd'hui, plus des trois quarts des salariés, des employés communaux, sont d'accord avec notre démarche, parce que, quand même, nous passons de 600 000 euros à 1 million d'euros annuels. Ils demandaient l'égalité : oui, il y aura une part très forte part de l'enveloppe répartie de façon égale. Ça représente 75 % du camembert. C'est vrai, je ne suis pas sur le 100 %, parce que je pense qu'il y a des objectifs que nous nous sommes donnés en bureau municipal en termes d'orientations et d'équité. Jusqu'à présent, dans cette ville, c'est la démocratie représentative, c'est-à-dire les élus qui décident, ce n'est pas qu'une organisation syndicale qui a des revendications, que je respecte, mais il faut que ce soit dans un dialogue. Je fais des avancées il faut qu'ils fassent des avancées. En six mois, il n'y a eu aucune avancée de la part de l'organisation syndicale majoritaire. Elle est restée sur ses mêmes positions. Je trouve donc qu'à un moment donné, en effet, il faut décider.

Obligation réglementaire, oui. Délai, je vous laisse juge. Dans le courrier du Préfet, il est noté « *délai raisonnable* » donc, nous pouvons reporter. Mais que veut dire reporter ? Cela veut dire attendre les prochaines élections municipales, cela interroge sur qui le mettra en place alors. Cela veut dire que pendant un an, alors que nous aurions pu voter aujourd'hui une revalorisation des régimes indemnitaires, les agents n'auront pas pendant un an leur revalorisation, ils resteront sur l'ancien régime indemnitaire et derrière vous osez me parler d'égalité ? C'est une iniquité complète alors qu'aujourd'hui nous pouvons créer des conditions en votant cette démarche de faire en sorte que les agents, sur leur fiche de paye, aient une revalorisation et une amélioration du pouvoir d'achat donc, je suis pour qu'en effet le délai soit raisonnable. Pour moi, raisonnable c'est maintenant. Je peux avoir, de plus, un argument politique, c'est que je ne souhaite pas que ce débat s'invite pour les municipales et l'ensemble des propositions qui vous sont faites et les notices explicatives, excusez-moi,

vous avez un certain nombre d'éléments quand même. Quand j'entends dire qu'il n'y a pas d'éléments pour discuter et décider, attendez, cela remettrait certainement en cause tout le travail de l'administration de dire une chose pareille et l'administration a fortement travaillé. Je crois que les notices sont assez remarquables de ce point de vue.

La question de la valorisation des agents, bien évidemment, ce n'est pas qu'une question financière, c'est moi même qui l'ai déjà écrit. J'ai déjà mentionné, à plusieurs reprises, que la question c'est aussi la situation de travail, les conditions de travail, la démarche de management, la démarche d'évaluation concertée, l'évaluation et l'élargissement des possibilités de formation des agents. Je l'ai écrit, je l'ai dit devant les Chefs de service, notamment, et devant le CT en plus. C'est écrit, c'est dans les comptes rendus. Ainsi, ce n'est pas nouveau, je l'ai déjà écrit, je l'ai déjà affirmé. Nous avons donc tout ce travail-là et pour la question de l'apaisement, oui, le climat est complètement apaisé. En effet, comme je vous l'ai dit, une grande majorité des agents sont fortement satisfaits et le seront encore plus lorsqu'ils verront la revalorisation sur la fiche de paye.

La question de l'égalité, de la même somme pour tous, je l'ai déjà évoquée, je considère que ce n'est pas cela l'égalité et c'est pourquoi je suis sur une démarche à la fois d'égalité et de solidarité, qui comprend une revalorisation des catégories C. Nous avons prouvé et montré devant les organisations syndicales, qui croyaient que seules les catégories A gagneraient, que c'est faux. Nous sommes sur une démarche stable et de variabilité puisque cela permet de diminuer aujourd'hui les difficultés, pour certains. Bien évidemment, c'est l'impact humain qui est au cœur de cette démarche-là, parce que si nous ne faisons pas il n'y aura rien, il n'y aura pas de revalorisation, pas d'améliorations du pouvoir d'achat pendant un an et, au regard de la situation que vivent aujourd'hui les salariés et les fonctionnaires, je considère que c'est important de le faire maintenant. Si nous le faisons maintenant, c'est un choix fort au regard de la situation qui est la nôtre au sein de la commune et je le redis, pour nous il ne s'agit pas d'une transposition, il s'agit bien d'une revalorisation et si le Conseil municipal dans sa majorité acte l'ensemble de ces délibérations, eh bien, j'en serai très fier. Je peux vous dire aussi qu'au mois de septembre les agents en seront très heureux et peut-être même reconnaissant parce qu'une grande partie d'entre eux n'ose pas dire et là ils diront, *c'est vrai, Monsieur le Maire, vous avez eu raison*. Bien, je propose qu'au regard des propositions de vote exprimées, nous puissions passer au vote sur l'approbation de la mise en place du RIFSEEP.

**M. Panetta :** Monsieur le Maire, l'approbation de la mise en place signifie que nous approuvons que cela se passe maintenant. Cela ne sous-entend pas le résultat, c'est uniquement ce que nous votons dans cette délibération. L'approbation de la mise en place.

**M. le Maire :** Oui l'approbation et les modalités d'application. C'était bien précisé dans les notices, je ne vais pas toutes les relire.

**M. Panetta :** Ensuite, j'avais une question technique sur des choses qui m'ont été rapportées. Certains disent, cela viendra peut-être après dans les autres délibérations, qu'un agent de catégorie C qui monte de grade perçoit une prime d'installation et que, compte tenu de ces nouvelles dispositions, la prime d'installation disparaîtrait. Est-ce le cas ? C'est une question que je pose, ils peuvent se tromper, mais certains me l'ont dit. Je n'ai pas les connaissances pour leur dire oui ou non, raison pour laquelle je pose la question.

**M. le Maire :** Nous pouvons répondre techniquement. Déjà, plusieurs choses. Nous sommes sur un montant significatif de 60 euros mensuels. Vous devez savoir que sur la ville, une prime annuelle est déjà versée, ce qui n'existe pas partout. Dans certaines communes, elle n'existe pas et même si elle existe, elle n'est pas toujours sur le même montant. Cela vient



déjà en plus de la démarche qu'assurent un certain nombre de communes. Sur la question précise qu'évoque M. Panetta, qui veut répondre ? Madame Desprès.

**M<sup>me</sup> Desprès :** Ce sont deux choses complètement différentes. La prime d'installation concerne l'agent qui n'est plus stagiaire et qui devient titulaire, à ce moment-là, il perçoit la prime d'installation. Il faut savoir quand même qu'en France cette prime d'installation n'est pas obligatoire, mais il n'y a pas de raison qu'elle soit supprimée à Choisy-le-Roi.

**M. le Maire :** Peut-être sur la question technique, Madame Jacq.

**M<sup>me</sup> Jacq :** Le versement de la prime d'installation est tout à fait compatible avec le versement du RIFSEEP et c'est précisé dans la notice. Je vous invite à la reprendre à la page 2 où c'est clairement mentionné ainsi que dans la délibération. De fait, il n'est nullement question de suppression de la prime d'installation à cause du RIFSEEP. Elle reste appliquée dans le cadre de la réglementation qui la régit.

**M. le Maire :** Bien, vous avez la réponse à votre question donc je propose que nous passions aux voix. Nous sommes sur l'approbation de la mise en place.

*La délibération n°21 est adoptée à la majorité (25 pour, 15 abstentions).*

**→ 22. Modalités d'application transitoires à la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).**

*La délibération n°22 est adoptée à la majorité (25 pour, 15 abstentions).*

**→ 23. Révision du régime indemnitaire de la filière médicosociale.**

**M. le Maire :** Comme vous l'avez vu, nous trouvons des spécificités, car les décrets ne sont pas passés pour tous les cadres d'emplois. Cependant, nous considérons être aussi dans une démarche d'équité donc nous revalorisons aussi les régimes indemnitaires des cadres d'emplois hors RIFSEEP. Ainsi, nous amenons tous les agents dans une démarche d'égalité.

*La délibération n°23 est adoptée à la majorité (25 pour, 15 abstentions).*

**→ 24. Révision du régime indemnitaire attribué aux agents territoriaux relevant du cadre d'emploi des agents de police municipale.**

*La délibération n°24 est adoptée à la majorité (25 pour, 15 abstentions).*

**→ 25. Révision de l'indemnité spécifique versée au cadre d'emploi des ingénieurs et techniciens territoriaux.**

*La délibération n°25 est adoptée à la majorité (25 pour, 15 abstentions).*

## ADMINISTRATION GÉNÉRALE

### → 26. Délégation de Service Public Petite Enfance – Multi-Accueil Tony Lainé – rapport d’activité annuel 2018.

**M. le Maire** : Vous avez été destinataires du rapport d’activité du multi-accueil Tony Laine. Y a-t-il des demandes d’explications ? De présentation ? Une volonté de s’exprimer sur le sujet ? Madame Guinery.

**M<sup>me</sup> Guinery** : Je regrette un peu que ce point soit évoqué à minuit, et dans l’administration générale. J’en ai déjà fait part au cabinet du Maire, car si prenons acte c’est tout de même une occasion de faire un point, même rapide sur une structure dont nous avons tous approuvé la délégation de service public. Effectivement, il s’agit de prendre acte de ce rapport d’activité de 50 pages, nous n’allons pas commenter ici. Je voudrais quand même faire deux ou trois remarques, si vous avez bien lu la notice.

C’est bien un rapport de 2018. Nous pouvons remarquer qu’il est tout à fait conforme, correct, et le fonctionnement de ce multi-accueil correspond tout à fait à ce que nous souhaitons. Le quelques petites remarques concernent le taux d’occupation. Ce sont des éléments techniques, mais je voudrais préciser qu’il s’agit de 2018, la difficulté de cette crèche a été de commercialiser les places d’entreprises puisque seules cinq familles ont fait partie de ce contingent, pour des difficultés internes de personnes qui s’en occupaient et la difficulté des entreprises à s’engager dans cette démarche. Le taux de 61 % est un taux relativement faible dans les crèches départementales et municipales, nous approchons plus des 70 %. Ainsi, nous espérons qu’en 2019, avec une politique plus active et plus dynamique auprès des entreprises, ce taux remonte, car il est important qu’il soit correct puisque lié aux subventions de la CAF, je résume très rapidement. C’est pourquoi il est important, avec ce rapport annuel, de suivre l’évolution de cette entreprise, puisqu’il ne s’agit pas qu’elle fasse dégringoler le taux d’occupation et que par une politique morte elle n’occupe pas ses places. C’est une grosse entreprise qui a beaucoup de ramifications, elle doit être en mesure d’occuper ses places. En 2019, nous aurons une amélioration puisque nous avons acheté cinq places et que cela semble bouger un peu plus, mais j’attire votre attention là-dessus.

Sinon, le point positif, pour résumer c’est le fait que cette crèche répond aux critères de la CAF notamment en matière de mixité des familles, d’insertion, de l’accompagnement des familles et de lutte contre les inégalités. Le troisième point très positif c’est le projet pédagogique qui est assez remarquable, correspond tout à fait à ce que nous faisons dans notre propre établissement, que ce soit sur le plan éveil, culturel, musical. Sur le plan développement durable, ils ont complètement adopté tout ce qui se fait dans nos crèches. Pour anecdote, les couches lavables, etc. Vous avez le détail. Le travail est très important sur le développement durable, mais cela nous le savions lorsque nous avons décidé cette signature.

Vous pouvez être surpris par une certaine instabilité de l’encadrement qui était encore en cours en 2018 due en partie au départ de certains agents vers le jardin d’enfants Epona qui a absorbé trois postes. En même temps, un effort est consenti par rapport aux personnes habitant Choisy-le-Roi, puisque cinq personnes sont Choisyennes, et par un gros travail de la directrice puisque le personnel de la direction a changé. La directrice est très impliquée et toujours présente dans nos commissions, toute cette équipe s’est stabilisée. Le dernier point positif, c’est le rapport aux familles, c’est une tradition dans ces entreprises d’avoir tout un arsenal relationnel qui va des réunions, des parents relais, de la participation des parents à

la vie de la crèche, des newsletters, des ateliers parents/enfants dans la crèche, etc. Peut-être avez-vous remarqué que l'enquête de satisfaction est assez probante. C'est l'occasion de dire que nos choix n'ont pas été mauvais et que nous continuons avec eux. Nous devons toujours « garder un œil », ce qui est juridiquement obligatoire, sur ce fonctionnement donc rendez-vous l'an prochain. Je pense que nous avons eu raison de faire ce choix.

**M. le Maire :** Le rendez-vous de l'an prochain est quelque chose d'important, parce que nous sommes ici avec le premier rapport donc c'est compliqué d'être dans une démarche de comparaison. Je retiens l'idée qu'il faudra qu'il soit présenté en commission, parce que nous aurons une possibilité de comparaison et d'évaluation. Ceci étant, ce premier rapport permet en effet, comme tu l'as mentionné, de dire que le choix de gestion et notamment sur la démarche du projet éducatif et pédagogique est fortement intéressant, mais nous avons à être toujours attentifs et vigilants lorsque nous sommes en Délégation de Service Public. Ce n'est pas aux uns et aux autres que je vais apprendre ça. Je crois que là nous sommes partis sur de bonnes choses et ceux qui n'ont pas lu le rapport je vous invite à le lire, bien évidemment. Nous prenons acte et merci pour le résumé que tu viens de faire.

## → 27. Remplacement de conseiller-ère dans les Commissions municipales et réglementaires.

*La délibération n°27 est adoptée à l'unanimité.*

## → 28. Compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales

**M. le Maire :** Monsieur Briennon.

**M. Briennon :** Je voudrais des précisions sur la décision 19165 qui concerne un processus de médiation sociale mise en place dans cinq quartiers de la ville. Je voudrais savoir par qui est piloté ce dispositif social ou en tout cas ce partenaire de la ville et avec quels objectifs. Je voudrais également des précisions sur la 19.167 qui est la nomination d'un cabinet d'avocat dans le cadre d'une affaire concernant la ville, la possibilité d'en savoir un petit peu plus sur cette affaire-là. Merci.

**M. le Maire :** Je suis très content, Monsieur Briennon, que vous ayez posé votre première question puisque nous venons de l'évoquer cet après-midi dans le cadre du CLSPD avec Monsieur le Procureur adjoint, Monsieur le Préfet et Madame la sous-préfète, le Chef de corps et le Directeur départemental de la police. C'est dans le cadre de la démarche CLSPD et surtout de notre volonté de développer notre Direction de l'espace public sur les aspects de notre politique à savoir la médiation, la prévention, la dissuasion et la sanction. Vous avez vu que nous développons l'ensemble de ces problématiques-là avec des dispositifs associés et des équipes dédiées. Il en est ainsi dans le cadre de la démarche du CLSPD où nous mettons en œuvre cette approche de la médiation. Pour vous en dire plus, et pour répondre à vos deux questions, Frédéric Tisler.

**M. Tisler :** Concernant la 19.167, il s'agit d'une décision prise par le service urbanisme concernant un recours pour excès de pouvoir contre un arrêté de permis de construire signé par le Monsieur le Maire en décembre 2018. Il s'agissait d'un permis de construire pour une régularisation de travaux à une adresse que je ne citerai pas ici, mais que j'ai et que je vous donnerai confidentiellement, puisque je ne tiens pas à donner cette adresse publiquement. Les voisins avaient constaté des travaux sans autorisation. Le service urbanisme a dressé

un procès-verbal et a demandé la régularisation par le dépôt d'un dossier de permis de construire. Cela a été fait, le permis de construire a été accordé, mais les voisins continuent à être mécontents, alors que maintenant le permis de construire est légal. De ce fait, nous faisons un recours gracieux. Ce recours gracieux n'a pas abouti. Ils poursuivent par une procédure contentieuse pour laquelle il est nécessaire de missionner un avocat. Je précise que nous sommes bien sur une régularisation, que la régularisation a été faite, mais que, même compte tenu de cette régularisation, les voisins choisissent d'aller un peu plus loin en engageant une procédure juridique.

**M. le Maire :** Je pensais, Monsieur Tisler, que vous alliez continuer à intervenir sur le CLSPD. C'est un travail de médiation qui s'inscrit dans l'ensemble de la démarche, notamment sur les questions liées au regroupement sur l'espace public en collaboration avec les bailleurs, qui seront d'ailleurs partenaires financiers dans cette opération-là. Sur l'ensemble de la démarche, nous avons six grands items. À peu près 17 fiches action avec des choses qui sont travaillées en partenariat au-delà de la médiation et de la prévention puisque nous allons élaborer un diagnostic aussi sur les questions de la vidéosurveillance, notamment avec les bailleurs, ainsi qu'une analyse de la vidéosurveillance dans nos parkings. Travailler aussi avec les bailleurs, les copropriétés et notamment un travail spécifique sur les femmes dans l'espace public. Un certain nombre de choses donc, l'ensemble des documents sont en cours d'élaboration, le schéma stratégique de pré-lutte contre la délinquance a été signé, comme je vous l'ai dit, avec le Préfet cet après-midi. Les documents seront donc officialisés sous peu. Gabriel Roche, qui y a participé.

**M. Roche :** Nous pouvons aussi dire que ce montant, c'était un montant de constitution de tout un dispositif, de mise en place des médiateurs et autres. Par exemple, en faisant des réunions avec les bailleurs, en expliquant notre démarche, cela fait bientôt un an que nous travaillons là-dessus, mais nous n'avons pas d'engagements financiers. Ils attendaient de voir les tenants et les aboutissants. Aujourd'hui, Valophis a dit qu'il s'engagerait financièrement, cela a été dit par le Président de Valophis et nous avons obtenu aussi une subvention de l'État qui est assez importante, je n'ai pas les montants en tête. Nous avons aussi la politique de la ville donc plusieurs jeux vont venir prendre le relais. Il fallait que nous inscrivions un budget général de fonctionnement quitte à ce qu'au vu des résultats et de l'implication de la ville, notamment les bailleurs et Valophis, voient un intérêt mutuel et puissent s'engager. Cela est chose faite et tout l'objet du travail était là. Merci.

**M. le Maire :** Voilà pour les décisions, pas d'autres questions, Monsieur Briennon ?

**M. Briennon :** Non merci.

**M. le Maire :** Alors, nous prenons acte.

## → 29. Vœu présenté par le Maire pour la défense des missions locales franciliennes

**M. le Maire :** Nous avons deux vœux à présenter qui sont présentés par le Maire au regard des va-et-vient que nous avons eus avec les Présidents de groupe. Un premier sur la question des missions locales franciliennes et notamment leur défense. Je propose que ce vœu soit présenté par celle qui siège, Catherine Despres.

**M<sup>me</sup> Despres :** Vous avez les considérants et les demandes des différentes missions locales. Je vais me permettre de vous lire quelques phrases, car il est vrai que par rapport aux services de l'État, le dialogue de gestion 2018 mené en mai dernier a montré la faible marge de manœuvre des missions locales, les critères dits de performances étant fixés régionalement, le niveau d'atteinte des objectifs fixés ne garantit pas le maintien de la

subvention. Ceci est le résultat de l'application d'une maquette régionale qui détermine les subventions des missions locales en fonction de leur poids relatif sur chacun des critères retenus.

S'agissant du poids relatif, le résultat n'est connu qu'en fin d'exercice, quand toutes les données des missions locales sont compilées. Il est très difficile de piloter une structure lorsque le résultat dépend de 71 autres missions locales. Je vais vous donner quelques chiffres pour vous montrer que la mission locale Choisy-le-Roi-Orly-Villeneuve-Ablon est plutôt performante, puisqu'au cours de l'année 2018 elle dénombre 1 155 entrées qui se font de la façon suivante : 98 en alternance , 705 en emploi , 256 en formation jeunes, 33 en retour scolarité, et 63 en immersion entreprise.

Ensuite, d'autres chiffres, en 2018, 624 jeunes ont accédé à 705 emplois, 401 en CDD 169 en taux plein, 102 en intérim ou saisonnier, 16 en structure d'insertion et 222 en CDI dont 153 à taux plein. C'est pour vous dire que la mission locale joue tout son rôle. Là, je ne parle pas du logement, parce que nous pourrions en parler, mais elle a un vrai rôle de formation, elle a un rôle en matière de logement, elle a un rôle dans le domaine de la santé auprès des jeunes et il est extrêmement important que ces missions locales, qui sont des structures de proximité avec une diversité et une souplesse importantes, puissent garder leur gouvernance et bien sûr, garder leur budget tel qu'il est. C'est le sens de ce vœu et nous avons nommé au sein de nos missions locales **Danielle « Cornet », présidente de Créteil**, qui va pouvoir rencontrer très prochainement le Préfet de région.

**M. le Maire :** Merci pour la présentation. Y a-t-il des prises de parole concernant le vœu ? Je mets tout de suite aux voix. C'est une démarche importante que nous venons de faire et c'est essentiel pour l'avenir, notamment de l'insertion des jeunes.

*La délibération n°29 est adoptée à l'unanimité.*

### → 30. Vœu présenté par le Maire pour la pérennisation du service de fret ferroviaire Perpignan-Rungis.

**M. le Maire :** Là aussi, je souhaite que nous ayons l'unanimité sur la pérennisation du service du fret ferroviaire Perpignan-Rungis, parce que vous savez que cela risque d'avoir un impact assez considérable sur la région Île-de-France, notamment sur notre département et à proximité. C'est aussi la volonté commune de l'ensemble des 24 Maires du territoire, d'adopter ce vœu. Pour le présenter, Nadia Brahimi.

**M<sup>me</sup> Brahimi :** Merci, Monsieur le Maire. Nous avons ouvert la séance du Conseil municipal sur la situation climatique et nous allons la refermer aussi sur une préoccupation climatique. Nous savons aujourd'hui que la principale source du dérèglement climatique c'est la pollution atmosphérique. Et la première raison et la première source de pollution atmosphérique c'est le transport. Le transport individuel et aussi le transport de marchandises.

Depuis un certain nombre d'années, nous agissons sur le transport individuel pour limiter les émissions de gaz à effet de serre en développant l'offre de transport et en essayant au maximum de limiter la place de la voiture et l'usage de la voiture individuelle. En ce qui concerne le transport de marchandises, depuis de nombreuses années, nous tenons des discours visant à encourager le fret pour limiter l'usage de camions, le trafic de camions dans nos villes. Des investissements ont même été réalisés, c'est le cas pour le MIN de Rungis puisque de 2006 à 2010 des travaux importants de rénovation de la gare du MIN ont été réalisés, cofinancés par les collectivités, le Conseil départemental, la Région, la SNCF et

même SEMMARIS qui gère le MIN de Rungis. C'était donc le signe que le transport de marchandises par fret était une question importante et qu'il fallait investir dans ce domaine.

Ainsi, c'est avec d'autant plus de stupeur que nous avons découvert il y a quelques semaines la décision de la SNCF de supprimer le seul transport de marchandises par fret qui existait et qui subsistait sur le MIN de Rungis, la ligne Perpignan-Rungis. Cette décision a suscité beaucoup de réactions de la part des élus d'autant plus à l'heure où est mise en place sur la petite couronne une ZFE, afin de limiter l'usage des voitures dites polluantes. C'est une aberration écologique de supprimer cette ligne générant un trafic de plusieurs centaines de camions par jour et donc toute la pollution qui va avec. Les élus se sont mobilisés et des effets se sont fait sentir puisque le gouvernement a décidé de reporter cette décision. Il n'a pas décidé de la supprimer ni d'y revenir, mais juste de la reporter, parce que d'autres questions sont en suspens notamment la rénovation des wagons, les investissements qui sont à faire puisque le financement de tout ce fret est encore à stabiliser.

C'est la raison pour laquelle, comme de nombreuses collectivités, nous vous proposons de voter un vœu visant à soutenir tous les acteurs socioéconomiques qui ont déjà exprimé leur mécontentement face à cette décision, mais qui ont décidé de maintenir la mobilisation, de demander au gouvernement d'agir pour maintenir cette ligne ferroviaire Perpignan-Rungis. Nous lui demandons également de se positionner en faveur du développement de service sur d'autres destinations puisque comme je viens de vous le dire, c'était la seule ligne de fret ferroviaire qui subsistait sur le MIN de Rungis alors que les installations nécessaires y sont permettant de fait d'optimiser et de ne pas utiliser les camions. Je pense que c'est le nerf de la guerre, demander une réforme du mode de financement du fret au niveau national et européen pour favoriser ce mode de transport plus écologique et plus soutenable. Voilà le vœu que nous vous proposons.

**M. le Maire :** Merci pour cette présentation. J'ai une demande d'intervention de Monsieur Panetta et de Monsieur Briennon.

**M. Panetta :** En conférence des Présidents, vous nous aviez indiqué que si nous étions tous d'accord nous formulerions le vœu au nom du Conseil municipal pour avoir plus de force, comme nous l'avons fait au territoire. J'avais donné mon accord, je ne sais pas ce qu'il en est de mes collègues.

**M. le Maire :** Si tout le monde en est d'accord, c'est le vœu présenté par Monsieur le Maire au nom du Conseil municipal. C'est le titre exact qui sera adressé en préfecture. Était-ce votre question ?

**M. Panetta :** Oui, nous avons dit au nom du Conseil municipal, mais je vous laisse Monsieur le Maire.

**M. le Maire :** Les deux formulations peuvent se faire.

**M. Panetta :** Au territoire il me semble que nous avons mis au nom du territoire.

**M. le Maire :** Nous pouvons mettre a été présenté par l'unanimité du Conseil municipal, nous allons trouver la formule. Monsieur Briennon.

**M. Briennon :** Nous allons, effectivement nous aussi, approuver ce vœu donc vous pouvez présenter l'unanimité du Conseil municipal. Juste deux remarques. Si nous en sommes là, c'est aussi lié à l'impéritie de la SNCF qui a laissé les wagons se dégrader depuis des années et des années. Ils se mettent dans une situation extrêmement inconfortable avec, à la fois, avoir des trains proches de tomber en poussière entre Perpignan et Rungis, mais

aussi, au-delà de cela, d'avoir des wagons circulant non remplis par manque de capacité commerciale. C'est aussi un des éléments sur lequel il faut travailler.

Nous parlons beaucoup d'environnement et je suis d'accord, je voudrais juste relever que c'est aussi une façon un peu anti-environnementale de faire distribuer en France des produits venant d'Espagne, du Maroc au détriment des productions agricoles françaises. Alors évidemment je ne mets pas un veto par rapport à cela, mais c'est aussi une voie que nous ne pouvons pas écarter par rapport à cela. Merci.

**M. le Maire :** Merci. J'ai une dernière demande d'intervention, Monsieur Ait Idir.

**M. Ait Idir :** Rapidement, premièrement, je voudrais dire que ce n'est pas que la SNCF, c'est aussi les entreprises utilisatrices qui préfèrent tirer les coûts vers le bas et mettre les camions dans la rue, ce n'est pas uniquement la responsabilité de la SNCF. Deuxièmement, il n'y a pas de plan généralisé sur le fret qui soit feroutage ou par le fluvial, c'est comme cela que nous régulons et à un moment donné ce sont des politiques qui sont faites. Nous pouvons toujours dire qu'il ne faut pas que des produits viennent d'Espagne, mais le glyphosate n'a pas été voté contre à l'Europe.

**M. le Maire :** Monsieur Tisler.

**M. Tisler :** Je viens après cette intervention, Monsieur Briennon, vous parler de l'impéritie de la SNCF sur l'entretien de son matériel. Je vous rappelle que la SNCF ne va plus exister à partir du 1<sup>er</sup> janvier puisque nous aurons prochainement cinq sociétés anonymes qui seront ouvertes au capital privé. En tout cas, il a déjà été retiré à la SNCF, avec RFF, la responsabilité des réseaux ainsi que les moyens financiers d'avoir un entretien efficace de son matériel, ce qu'elle faisait parfaitement jusqu'à la fin des années 1990. Franchement, l'impéritie de la SNCF, moi je parlerai de l'impéritie des gouvernements successifs, sans chercher à dédouaner une formation politique à laquelle j'appartiens encore, de sa responsabilité dans cette affaire, parce qu'il faut être honnête. En tout cas, l'impéritie de la SNCF, pour moi, c'est l'impéritie de plusieurs gouvernements successifs qui ont tué le service public, tout simplement.

**M. le Maire :** Je vous propose que nous ne relançons pas le débat, nous allons passer aux voix.

*La délibération n°30 est adoptée à l'unanimité.*

**M. le Maire :** Je vous remercie. Passez les uns et les autres d'agréables vacances.

*La séance est levée à minuit.*